

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1379

11 juin 2013

SOMMAIRE

6-24 C International	66192	Promo Sport 2000 S.A.	66147
ActualSales Group S.A.	66149	PSME-Promotion of Small and Medium Si- zed Economy	66147
Algeco Scotsman PIK S.A.	66177	Régie Saint-Paul	66147
Anpira Invest Sàrl	66156	Roquette Re S.A.	66147
ARELLO S.A., société de gestion de patri- moine familial	66151	RTL Group S.A.	66148
B.L.B. S.A. - SPF	66152	Safe Ship Capital Partners S.à r.l.	66148
Cabinet d'Expertises Luxembourgeois ...	66152	Sautic S.A.	66151
Ceria S.A.	66152	SIIF ENR S.A	66168
Ellebasi S.à r.l.	66153	Socotec Luxembourg	66154
Eren S.A.	66168	Soleluna Investments S.A.-SPF	66160
Fairfax Luxembourg Holdings S.à r.l.	66153	Star Investments Holding S.A.	66150
Garlaban S.A.	66154	Steemetzerei Sàrl	66147
Haviland S.A.	66146	Toiture Ludwig S.à r.l.	66148
Hines - Moorfield Brindley 3 S.à r.l.	66153	TPY Capital S.A.	66149
Hines - Moorfield Brindley 5 S.à r.l.	66154	Trade Crédit Re Carré S.A.	66149
Horizon French Property Partnership I S.C.A.	66146	TS Nautilus (Liebknechtstrasse) S.à.r.l. ..	66151
Investomec S.A.	66146	TS Nautilus (Westend Carree) S.à.r.l. ...	66150
Luxembourg Financial Group Holding S.A.	66157	Tubeco Investments S.A.	66150
Monier Holdings S.C.A.	66155	Ulysse Investissement II S.C.A.	66148
Morgan Stanley Global Fund Derivatives Hedge Holdings Luxembourg S.A.	66156	Ulysse Investissement I S.C.A.	66148
Philanthropia S.A.	66146	Videofin S.A.	66149
Pro Investissements Management S.A., SPF	66155	Wilsonart International Holdings S.à r.l.	66192
		W Kaiping S.à r.l.	66185

Horizon French Property Partnership I S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 2, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 115.976.

En date du 15 Avril 2013 les associés de la Société ont pris les décisions suivantes:

- Robert van't Hoeft démissionne de son poste de Commissaire aux comptes avec effet au 13 Février 2013;
- Marco Weijermans démissionne de son poste de Commissaire aux comptes avec effet au 13 Février 2013;
- Election de M. Jacob Mudde, né le 14 Octobre 1969 à Rotterdam, Pays-Bas, et résidant professionnellement au 46A, Avenue J.F. Kennedy L-1855 Luxembourg, au poste de Commissaire aux comptes avec effet au 13 Février 2013;
- Election de M. Jorge Perez Lozano, né le 17 Août 1973 à Mannheim, Allemagne, et résidant professionnellement au 46A, Avenue J.F. Kennedy L-1855 Luxembourg, au poste de Commissaire aux comptes avec effet au 13 Février 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Jean Jacques Josset

Manager B

Référence de publication: 2013052684/17.

(130064748) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Haviland S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1630 Luxembourg, 56, rue Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 148.598.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013052690/10.

(130065121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Investomec S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 44.235.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue au siège social à Luxembourg, le 19 avril 2013

Monsieur HEITZ Jean-Marc est révoqué de ses fonctions de commissaire aux comptes

Monsieur VEGAS-PIERONI Louis, expert-comptable, né le 26.09.1967 à Fameck (France), domicilié professionnellement au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, est nommé nouveau commissaire aux comptes. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2015.

Pour extrait sincère et conforme

INVESTOMECE S.A.

Robert REGGIORI

Administrateur

Référence de publication: 2013052736/17.

(130064423) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Philanthropia S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 155.899.

Le Bilan arrêté au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2013052927/10.

(130065029) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

PSME-Promotion of Small and Medium Sized Economy, Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 88.896.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2013052942/10.

(130064937) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Régie Saint-Paul, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1623 Luxembourg, 4, rue Génistère.

R.C.S. Luxembourg B 26.271.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 avril 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013052952/10.

(130064417) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Roquette Re S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 90.657.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Référence de publication: 2013052964/10.

(130064727) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Promo Sport 2000 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 76.073.

En date du 28 mars 2013, nous soussignés, Luc BRAUN en ma qualité d'administrateur et de Président du Conseil d'administration, Jean-Marie POOS en ma qualité d'administrateur et d'administrateur-délégué, FIDESCO S.A. en notre qualité d'administrateur et EURAUDIT SARL en notre qualité de commissaire, avons présenté notre démission avec effet immédiat de la société PROMO SPORT 2000 S.A., 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, RCS Luxembourg B 76 073.

Signature.

Référence de publication: 2013052939/12.

(130064585) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Steemetzerei Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9709 Clervaux, 28, route de Marnach.

R.C.S. Luxembourg B 144.881.

Par la présente, je soussigné Monsieur Wilhelm Heinrich Heinz Ransbach, demeurant au 11 Nelkenweg, D-34314 Espenau, déclare donner ma démission de mon poste de gérant technique de la société Steemetzerei S.à.r.l. sise au 28, route de Marnach, L-9709 Clervaux, RC B144.881 constituée le 12 février 2009 devant Maître Pierre Probst, notaire de Résidence à Ettelbruck, à dater de ce jour.

Clervaux, le 15 avril 2013.

Référence de publication: 2013053030/12.

(130064181) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

RTL Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1543 Luxembourg, 45, boulevard Pierre Frieden.
R.C.S. Luxembourg B 10.807.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013052968/10.

(130064714) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Safe Ship Capital Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 127.653.

Je soussigné, Martijn Kouwenhoven, gérant dans Safe Ship Capital Partners S.à r.l., donne ma démission avec effet immédiat aux actionnaires de Safe Ship Capital Partners S.à r.l.

Le 23 avril 2013.

Martijn Kouwenhoven.

Référence de publication: 2013052969/10.

(130064162) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Toiture Ludwig S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6633 Wasserbillig, 21, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 141.068.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013053064/10.

(130064452) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Ulysse Investissement I S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 154.151.

Extrait de la résolution prise par l'actionnaire-gérant commandité en date du 15 avril 2013

En date du 15 avril 2013, l'Actionnaire Gérant Commandité décide de transférer le siège social de la Société de L-1840 Luxembourg, 1, boulevard Joseph II à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie avec effet immédiat.

Pour extrait

La Société

Référence de publication: 2013053079/12.

(130064291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Ulysse Investissement II S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 154.806.

Extrait de la résolution prise par l'actionnaire-gérant commandité en date du 15 avril 2013

En date du 15 avril 2013, l'Actionnaire Gérant Commandité décide de transférer le siège social de la Société de L-1840 Luxembourg, 1, boulevard Joseph II à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie avec effet immédiat.

Pour extrait

La Société

Référence de publication: 2013053080/12.

(130064290) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

TPY Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1527 Luxembourg, 52, rue du Maréchal Foch.
R.C.S. Luxembourg B 159.985.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013053065/10.

(130064211) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Trade Crédit Re Carré S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 112.941.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Windhof, le 24/04/2013.

Référence de publication: 2013053066/10.

(130064849) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Videofin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1623 Luxembourg, 4, rue Génistre.
R.C.S. Luxembourg B 30.293.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 23 avril 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013053087/10.

(130064418) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

ActualSales Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 150.355.

EXTRAIT

Il résulte de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue en date du 17 avril 2013 que:

- Wilmington Trust SP Services (Luxembourg) S.A. a démissionné de son mandat d'administrateur de la société, avec effet à la date de l'Assemblée Générale Ordinaire;
- Monsieur Pierre LALOYUAUX, a démissionné de son mandat d'administrateur de la société avec effet à la date de l'Assemblée Générale Ordinaire;
- Monsieur Matthijs BOGERS, né le 24 novembre 1966, à Amsterdam (Pays-Bas), résidant professionnellement au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, a été nommé administrateur avec effet à la date de l'Assemblée Générale Ordinaire, pour une période de 6 ans;
- Monsieur Julien FRANÇOIS, né le 6 juin 1976, à Messancy (Belgique), résidant professionnellement au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, a été nommé administrateur avec effet à la date de l'Assemblée Générale Ordinaire, pour une période de 6 ans;
- Le siège social a été transféré au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 avril 2012.

Julien François
Administrateur

Référence de publication: 2013052381/24.

(130064420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Tubeco Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 104.031.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 16 décembre 2011

1. La société STRATEGO INTERNATIONAL SARL est renommée commissaire avec effet rétroactif au 30 décembre 2010, jusqu'à l'assemblée général qui aura lieu en 2015.

Merci de bien vouloir prendre note du changement d'adresse suivant:

Stratego International, avec siège social au 370, route de Longwy L-1940 Luxembourg.

Pour extrait conforme
STRATEGO TRUST S.A.

Domiciliataire

Référence de publication: 2013053073/15.

(130064298) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

TS Nautilus (Westend Carree) S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.443.275,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 121.559.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2012 de la Société, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 23 avril 2013.

Pour extrait conforme
ATOZ SA
Aerogolf Center - Bloc B
1, Heienhaff
L-1736 Sennigerberg
Signature

Référence de publication: 2013053071/17.

(130064733) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Star Investments Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 46.436.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle des actionnaires tenue le 23 avril 2013

Le 23 avril 2013, les actionnaires de la Société ont pris les résolutions suivantes:

- de confirmer le renouvellement du mandat d'administrateur de Luxembourg Corporation Company S.A., son mandat expirant lors de l'assemblée générale annuelle devant se tenir en 2018;
- de confirmer le renouvellement du mandat d'administrateur de T.C.G. Gestion S.A., son mandat expirant lors de l'assemblée générale annuelle devant se tenir en 2018;
- de confirmer le renouvellement du mandat d'administrateur de CMS Management Services S.A., son mandat expirant lors de l'assemblée générale annuelle devant se tenir en 2018;
- de confirmer le renouvellement du mandat de commissaire aux comptes de C.A.S. Services S.A., son mandat expirant lors de l'assemblée générale annuelle devant se tenir en 2018.

Luxembourg, le 23 avril 2013.

Luxembourg Corporation Company S.A.
Mandataire
Christelle Ferry
Représentant permanent

Référence de publication: 2013053029/22.

(130064462) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Sautic S.A., Société Anonyme Soparfi.

R.C.S. Luxembourg B 19.441.

—
DISSOLUTION

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, tenue le 31 décembre 2012 à 14h00, que la liquidation de la société, décidée en date du 8 novembre 2012, a été clôturée et que SAUTIC S.A. a définitivement cessé d'exister. Les livres et documents sociaux sont déposés et conservés pour une période de cinq ans au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg.

Luxembourg, le 9 avril 2013.

Pour: SAUTIC S.A.

Société anonyme liquidée

Pour le Liquidateur: GRANT THORNTON LUX AUDIT S.A.

Société anonyme

Lucile Wernert / Isabelle Marechal-Gerlaxhe

Référence de publication: 2013052996/17.

(130064590) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

TS Nautilus (Liebknechtstrasse) S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 4.238.500,00.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 121.561.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2012 de la Société, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 23 avril 2013.

Pour extrait conforme

ATOZ SA

Aerogolf Center - Bloc B

1, Heienhaff

L-1736 Sennigerberg

Signature

Référence de publication: 2013053070/17.

(130064507) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

ARELLO S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 35.383.

—
DISSOLUTION

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, tenue le 31 décembre 2012 à 17h00, que la liquidation de la société, décidée en date du 14 décembre 2012, a été clôturée et que ARELLO S.A., société de gestion de patrimoine familial, société de gestion de patrimoine familial a définitivement cessé d'exister. Les livres et documents sociaux sont déposés et conservés pour une période de cinq ans au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg.

Luxembourg, le 11 avril 2013.

Pour: ARELLO S.A., société de gestion de patrimoine familial

Société anonyme liquidée

Pour le Liquidateur: GRANT THORNTON LUX AUDIT S.A.

EXPERTA LUXEMBOURG

Société anonyme

Lucile Wernert / Isabelle Marechal-Gerlaxhe

Référence de publication: 2013052433/20.

(130064587) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Cabinet d'Expertises Luxembourgeois, Société Anonyme.

Siège social: L-8069 Bertrange, 19, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 139.449.

La société FIDUCIAIRE 2M CONSULTANT S.à.r.l, n° R.C.S. B 27889, avec siège social à L-4037 Esch-sur-Alzette, 13, rue Bolivar, représentée par son gérant, actuellement en fonction, Monsieur Philippe MONET, donne sa démission de son mandat de commissaire aux comptes de la société CABINET D'EXPERTISES LUXEMBOURGEOIS, en abrégé CABELUX, avec siège à L-8069 Bertrange, 19, Rue de l'Industrie, n° R.C.S. B 139449, avec effet date de la présente.

Fait à Esch/Alzette, le 17 avril 2013.

FIDUCIAIRE 2M CONSULTANT S.à.r.l

Représentée par Monsieur Philippe MONET

Son gérant en fonction

Référence de publication: 2013052508/15.

(130064816) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

B.L.B. S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 55.340.

L'assemblée générale du 23 avril 2013 a renouvelé les mandats des administrateurs.

- Madame Nathalie GAUTIER, Administrateur, Master en gestion des entreprises et administration, 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, Luxembourg;

- Monsieur Laurent HEILIGER, Administrateur, licencié en sciences commerciales et financières, 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, Luxembourg;

- Madame Stéphanie GRISIUS, Administrateur-Président, M. Phil. Finance B. Sc. Economics, 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, Luxembourg.

Leurs mandats prendront fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2013.

L'assemblée générale du 23 avril 2013 a renouvelé le mandat du Commissaire aux comptes.

- AUDIT.LU, réviseur d'entreprises, 42, rue des Cerises, L-6113 Junglinster, R.C.S. Luxembourg B 113.620.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2013.

Luxembourg, le 23 avril 2013.

Pour B.L.B. S.A.-SPF

Société anonyme de Gestion de Patrimoine Familial

Référence de publication: 2013052447/21.

(130064664) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Ceria S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 176.483.

EXTRAIT

La résolution suivante a été adoptée lors de la réunion du conseil d'administration du 5 avril 2013:

Avec effet immédiat, les personnes suivantes ont été nommées comme "administrateurs-délégués" pour une durée indéterminée:

- Monsieur Luc Ressler, née le 16 novembre 1958 à Compiègne, France, avec adresse au 4, rue Van Der Meulen, L-2152 Luxembourg; et

- Madame Dany Ressler, née le 24 mai 1959 à Compiègne, France, avec adresse au 4, rue Van Der Meulen, L-2152 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 22 avril 2013.

Référence de publication: 2013052523/18.

(130064179) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Ellebasi S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 114.456.

—
Extrait des Résolutions de l'associé unique du 19 avril 2013

L'associé unique de Ellebasi S.à r.l. (la "Société"), a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Luxembourg Corporation Company SA en tant que Gérant de la Société et ce avec effet au 05 avril 2013;

- de nommer Mr. Tony Andrew Whiteman, né le 24 mai 1969 à Hamilton, Nouvelle-Zélande, résidant au 14, rue Mercatoris, L-7237 Luxembourg, Luxembourg, en tant que Gérant de la Société et ce avec effet au 05 Avril 2013 et pour une durée illimitée.

Luxembourg, le 23 avril 2013.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2013052576/18.

(130064321) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Hines - Moorfield Brindley 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 9.076.706,00.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 205, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 153.939.

—
Extrait du procès-verbal des résolutions de l'Associé Unique prises en date du 22 avril 2013

L'Associé Unique de Hines - Moorfield Brindley 3 S.à r.l. (la "Société") a décidé comme suit:

- D'accepter la démission de:

* Monsieur Kenneth MacRae en tant que gérant A de la Société à partir du 22 avril 2013;

- De nommer:

* Monsieur Jean-Baptiste Willot, résidant professionnellement au 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, en tant que gérant A de la Société à partir du 22 avril 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 avril 2013.

Hines - Moorfield Brindley 3 S.à r.l.

Référence de publication: 2013052678/18.

(130064372) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Fairfax Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 254.800.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 148.760.

—
Lors de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 23 avril 2013, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Renouvellement du mandat de PricewaterhouseCoopers SARL, réviseur d'entreprises agréé, avec siège social au 400, Route d'Esch, L-1471 Luxembourg, pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2013 et qui se tiendra en 2014.

RECTIFICATIF

Changement d'adresse d'un administrateur:

Monsieur Ronald Schokking, Schokking, demeurant au 76, Glen Rd, M4W 2V6 Toronto, Ontario, Canada

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 avril 2013.

Référence de publication: 2013052601/17.

(130064430) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Garlaban S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 99.955.

—
Extrait des résolutions prises lors du Conseil d'Administration du 21 Mars 2013

- Il est pris acte de la démission de Monsieur Kevin DE WILDE de son mandat d'Administrateur avec effet au 22 Mars 2013.

- Madame Anne-Marie GREGIS, employée privée, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, est cooptée en tant qu'Administrateur en remplacement de Monsieur Kevin DE WILDE, démissionnaire, avec effet au 22 Mars 2013, et ce pour la durée du mandat restant à courir de son prédécesseur, mandat venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2015.

Luxembourg, le 21 Mars 2013.

GARLABAN S.A.

A. BOULHAIS / K. DE WILDE / N. VENTURINI

Administrateur et Président du Conseil d'Administration / Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013052642/18.

(130064926) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Hines - Moorfield Brindley 5 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 6.859.439,00.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 205, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 153.945.

—
Extrait du procès-verbal des résolutions de l'Associé Unique prises en date du 22 avril 2013

L'Associé Unique de Hines - Moorfield Brindley 5 S.à r.l. (la "Société") a décidé comme suit:

- D'accepter la démission de:

* Monsieur Kenneth MacRae en tant que gérant A de la Société à partir du 22 avril 2013;

- De nommer:

* Monsieur Jean-Baptiste Willot, résidant professionnellement au 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, en tant que gérant A de la Société à partir du 22 avril 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 avril 2013.

Hines - Moorfield Brindley 5 S.à r.l.

Référence de publication: 2013052680/18.

(130064370) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Socotec Luxembourg, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 210.000,00.**

Siège social: L-3378 Livange, rue de Turi.

R.C.S. Luxembourg B 26.097.

—
EXTRAIT

L'assemblée générale du 11 avril 2013 a procédé à la réélection des membres du conseil de gérance, pour une durée de deux années, expirant lors de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2014:

- M. Jean-Louis VESPIGNANI, demeurant 2, rue des Wades, F-57070 Saint-Julien-les-Metz, gérant;

- M. Emmanuel PETIT, demeurant 2, rue Rémi Belleau, F-78540 Vernouillet, Président du conseil de gérance;

- M. Alain MISSER, demeurant 76, avenue des Tilleuls, B-1640 Rhode-Saint-Genèse, gérant.

Luxembourg, le 24 avril 2013.

Pour SOCOTEC LUXEMBOURG

Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2013053021/17.

(130065016) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Pro Investissements Management S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 138.797.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires tenue de manière extraordinaire au siège social le 14 mars 2013:

1) L'Assemblée décide d'accepter le renouvellement du mandat des administrateurs suivants:

- Monsieur Daniel Galhano, né le 13 juillet 1976 à Moyeuve-Grande (France) et demeurant professionnellement au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg.

- Monsieur Laurent Teitgen, né le 5 janvier 1979 à Thionville (France) et demeurant professionnellement au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg.

- Monsieur Maurizio Mauceri, né le 1^{er} septembre 1975 à Lecco (Italie) et demeurant professionnellement au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg.

avec effet immédiat pour une période débutant ce jour et venant à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle des Actionnaires de la Société devant se tenir en 2019.

L'Assemblée décide, également le renouvellement du mandat du Président du Conseil d'Administration, Monsieur Daniel Galhano, né le 13 juillet 1976 à Moyeuve-Grande (France) et demeurant professionnellement au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg, avec effet immédiat pour une période débutant ce jour et venant à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle des Actionnaires de la Société devant se tenir en 2019.

2) L'Assemblée décide d'accepter le renouvellement du mandat du Commissaire aux comptes suivant:

- La société Revisora S.A. (R.C.S. Luxembourg B 145.505) ayant son siège social au 60, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg.

avec effet immédiat pour une période débutant ce jour et venant à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle des Actionnaires de la Société devant se tenir en 2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PRO INVESTISSEMENTS MANAGEMENT S.A., SPF

Référence de publication: 2013052935/30.

(130064437) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Monier Holdings S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 148.539.

—
Extrait des résolutions prises par le gérant unique de la Société en date du 14 décembre 2012

En date du 14 décembre 2012, le gérant unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- de renouveler le mandat des personnes suivantes en tant que délégué à la gestion journalière de la Société avec effet au 18 décembre 2012 et ce pour une durée déterminée jusqu'au 18 décembre 2013:

* Monsieur Axel ZWANZIG

* Monsieur Dieter Bruno Fritz KLEINFELDT

- de nommer les personnes suivantes en tant que nouveaux délégués à la gestion journalière de la Société avec effet au 18 décembre 2012 et ce pour une durée déterminée jusqu'au 18 décembre 2013:

* Monsieur Hanno SCHULTZE ENDEN, né le 27 janvier 1970 à Eutin, Allemagne, résidant professionnellement à l'adresse suivante: 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg; (pouvoir de signature: signatures conjointes)

* Monsieur Ole Fritjof OLDENBURG, né le 14 mars 1976 à Preetz, Allemagne, résidant professionnellement à l'adresse suivante: 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, (pouvoir de signature: signatures conjointes)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 avril 2013.

Monier Holdings S.C.A.

Signature

Référence de publication: 2013052824/23.

(130064818) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Anpira Invest Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.125.000,00.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 14, rue du Marché aux Herbes.

R.C.S. Luxembourg B 165.173.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 22 Avril 2013:

L'associé unique a pris les résolutions suivantes:

- L'associé unique décide de transférer le siège social de la Société du 412F route d'Esch, L-2086 Luxembourg au 14 rue du Marché aux Herbes, L-1728 Luxembourg avec effet immédiat.

- L'associé unique accepte la démission de:

* Mr Christian François, né le 01/04/1975 à Rocourt (Belgique), ayant son adresse professionnelle au 412F route d'Esch; L-2086 Luxembourg;

* Mr Philippe Stock, né le 10/09/1960 à Gosselies (Belgique), ayant son adresse professionnelle au 412F route d'Esch; L-2086 Luxembourg;

* Mr Pierre-Siffrein Guillet, né le 10/08/1977 à Carpentras (France), ayant son adresse professionnelle au 412F route d'Esch; L-2086 Luxembourg;

de leur fonction de gérant avec effet immédiat.

- L'associé unique nomme:

* Mme Claudia Schweich, née le 01/08/1979 à Arlon (Belgique), ayant son adresse professionnelle au 14 rue du Marché aux Herbes; L-1728 Luxembourg;

* Mr Pierre De Dietrich, né le 18/12/1947 à Clamait (France), ayant son adresse professionnelle au 7 rue Kléber, F-92 300 Levallois-Perret, France;

aux fonctions de gérants et pour une durée indéterminée avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24/04/2013.

Pour Anpira Invest S.à r.l.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2013052426/31.

(130064718) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Morgan Stanley Global Fund Derivatives Hedge Holdings Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 35.000,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 153.208.

—
Extrait des résolutions de l'associé unique prises en date du 22 avril 2013 et 23 avril 2013

En date du 22 avril 2013, l'associé unique a décidé comme suit:

- d'élire Zhenrong Wu ayant son adresse professionnelle au International Commerce Centre, 1 Austin Road West, Kowloon, Hong Kong, en qualité d'administrateur de Morgan Stanley Global Fund Derivatives Hedge Holdings Luxembourg S.A. avec effet au 8 avril 2013 pour une période de six ans.

En date du 23 avril 2013, l'associé unique a décidé comme suit:

- d'élire Matthew Brady ayant son adresse professionnelle au 1585 Broadway, New York, NY 10036, USA, en qualité d'administrateur de Morgan Stanley Global Fund Derivatives Hedge Holdings Luxembourg S.A. avec effet au 8 avril 2013 et pour une période de six ans.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 avril 2013.

Damien Nussbaum

Administrateur

Référence de publication: 2013052829/21.

(130064989) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Luxembourg Financial Group Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 128.323.

In the year two thousand and thirteen, the twenty-eighth day of March.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of Luxembourg Financial Group Holding S.A., a Luxembourg public limited liability company (société anonyme) having its registered office at 33a, avenue J.F. Kennedy L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 128323 (the Company). The Company was incorporated on 26 March 2007 pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, prenamed, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C – N° 1464 of 16 July 2007. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended most recently by a notarial deed of Maître Henri Hellinckx, prenamed, dated 30 March 2012, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C – N° 1281 of 23 May 2012.

The Meeting is chaired by Charles Baudouin, lawyer, professionally residing at 33, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg (the Chairman). The Chairman appoints Arlette Siebenaler, private employee, professionally residing at 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, as secretary of the Meeting (the Secretary). The Meeting appoints Annick Braquet, private employee, professionally residing at 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg as scrutineer of the Meeting (the Scrutineer).

The Chairman, the Secretary and the Scrutineer are collectively referred to hereafter as the Bureau.

The sole shareholder of the Company (the Sole Shareholder), represented at the Meeting and the number of shares it holds are indicated on an attendance list which will remain attached to the present deed after having been signed by the representative of the Sole Shareholder, the members of the Bureau and the undersigned notary.

The proxy of the Sole Shareholder after having been signed ne varietur by the representative of the Sole Shareholder, the members of the Bureau and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed.

The Chairman has requested the undersigned notary to record the following:

I. That all of the shares representing all of the issued and subscribed share capital of the Company, which is set at EUR 2,352,800 (two million three hundred fifty-two thousand eight hundred Euro) consisting of 20,000 (twenty thousand) A shares (the A Shares), 1,176 (one thousand one hundred seventy-six) P1 shares, 1,176 (one thousand one hundred seventy-six) P2 shares and 1,176 (one thousand one hundred seventy-six) P3 shares (the P1 shares, the P2 shares and the P3 shares, being collectively referred to hereafter as the P Shares) in registered form with a nominal value of EUR 100 (one hundred Euro) each are duly represented at the Meeting;

II. that the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Waiver of the convening notice;
2. Conversion of all the outstanding P Shares into A Shares pursuant to article 6.5 of the Articles, each share being in registered form and having a nominal value of EUR 100 (one hundred Euro);
3. Subsequent amendment of article 5 of the articles of association of the Company in order to reflect the conversion of the P Shares pursuant to item 2. above; and
4. Amendment of the share register of the Company in order to register the conversion of the outstanding P Shares into A Shares, and grant of authority to sign said register.

After deliberation the Meeting has taken the following resolutions:

First resolution

The entirety of the share capital of the Company being represented at the present Meeting, the Meeting waives the convening notice, the Sole Shareholder represented at the Meeting considering itself as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to it in advance.

Second resolution

The Meeting acknowledges that, following the receipt of the Conversion Notice (as defined in article 6.5 of the Articles) by the Company, all the outstanding P Shares shall be converted into A shares on the terms and conditions set out in article 6 of the Articles.

The Meeting resolves to convert all the (i) 1,176 (one thousand one hundred and seventy-six) P1 shares, (ii) 1,176 (one thousand one hundred and seventy-six) P2 shares and (iii) 1,176 (one thousand one hundred and seventy-six) P3 shares, having a nominal value of EUR 100 (one hundred Euro) each, and governed by the terms and conditions of the class P shares, as detailed in the Articles, into 3,528 (three thousand five hundred and twenty-eight) A Shares, having a nominal value of EUR 100 (one hundred Euro) each, and governed by the terms and conditions of the A Shares, as detailed in the Articles.

As a consequence, the Meeting records that the share capital of the Company is now composed of 23,528 (twenty-three thousand five hundred and twenty-eight) A Shares.

Third resolution

The Meeting resolves to amend article 5 of the Articles in order to reflect the second resolution above, so that it reads henceforth as follows:

" Art. 5. Share Capital.

5.1 The subscribed share capital of the Company is set at EUR 2,352,800 (two million three hundred fifty-two thousand eight hundred Euro) consisting of 23,528 (twenty-three thousand five hundred and twenty-eight) A Shares in registered form with a nominal value of EUR 100 (one hundred Euro) each.

2.2 The subscribed share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution adopted by the General Meeting in the manner required for amendment of the Articles, as prescribed in article 17.8 below but subject however to the provisions of article 18.1 (Reserved Matters)."

Fourth resolution

The Meeting resolves to authorise and empower any director of the Company and any of Philippe Thiebaud and Charles Baudouin (lawyers at Allen&Overy Luxembourg) to individually, under his/her sole signature, in the name and on behalf of the Company, (i) register the conversion of the P Shares into A Shares in the share register of the Company and to sign the share register, and (ii) see to any formalities in connection therewith (if any).

Statement - Costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately of EUR 1,500.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of the same appearing parties and in case of divergences between English and the French versions, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, names, civil status and residences, the said persons appearing signed the present deed together with the notary.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-huitième jour du mois de mars.

Pardevant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, au Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'actionnaire unique de Luxembourg Financial Group Holding S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 33a, avenue JF Kennedy, à L-1855 Luxembourg, au Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 128323 (la Société). La Société a été constituée le 26 mars 2007 en vertu d'un acte de Maître Henri Hellinckx, susnommé, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C – N° 1464 du 16 juillet 2007. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés à plusieurs reprises et en dernier lieu en vertu d'un acte notarié de Maître Henri Hellinckx, susnommé, daté du 30 mars 2012, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C – N° 1281 du 23 mai 2012.

L'Assemblée est présidée par Charles Baudouin, avocat, résidant professionnellement au 33, avenue J.F. Kennedy, à L-1855 Luxembourg (le Président). Le Président nomme Arlette Siebenaler, employée privée, résidant professionnellement au 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg en tant que secrétaire de l'Assemblée (le Secrétaire). L'Assemblée nomme Anick Braquet, employée privée, résidant professionnellement au 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg en tant que scrutateur de l'Assemblée (le Scrutateur).

Le Président, le Secrétaire et le Scrutateur seront collectivement désignés ci-après comme le Bureau.

L'actionnaire unique de la Société (l'Actionnaire Unique), représenté à l'Assemblée ainsi que le nombre d'actions qu'il détient sont indiqués sur une liste de présence qui, après avoir été signée par le représentant de l'Actionnaire Unique, les membres du Bureau et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec ce dernier aux formalités de l'enregistrement.

La procuration de l'Actionnaire Unique, après avoir été signée ne varietur par le représentant de l'Actionnaire Unique, les membres du Bureau et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte.

Le Président a requis le notaire instrumentaire de prendre acte de ce qui suit:

I. Que l'ensemble des actions représentant l'intégralité du capital social souscrit et émis de la Société, établi à 2.352.800 EUR (deux millions trois cent cinquante-deux mille huit cents Euros) consistant en 20.000 (vingt mille) actions A (les Actions A), 1.176 (mille cent soixante-seize) actions P1, 1.176 (mille cent soixante-seize) actions P2 et 1.176 (mille cent soixante-seize) actions P3 (les actions P1, les actions P2 et les actions P3 étant ci-après collectivement désignées comme les Actions P) sous forme nominative, ayant une valeur nominale de 100 EUR (cent Euros) chacune, sont dûment représentées à l'Assemblée;

II. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Renonciation aux formalités de convocation;
2. Conversion de l'ensemble des Actions P émises en Actions A conformément à l'article 6.5 des Statuts, chaque action étant sous forme nominative et ayant une valeur nominale de 100 EUR (cent Euros);
3. Modification consécutive de l'article 5 des statuts de la Société afin d'y refléter la conversion des Actions P conformément au point 2. ci-dessus; et
4. Modification du registre d'actions de la Société afin d'y inscrire la conversion des Actions P émises en Actions A, et pouvoir et autorité de signer ledit registre.

Après délibération, l'Assemblée a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'intégralité du capital social de la Société étant représentée à la présente Assemblée, l'Assemblée décide de renoncer aux formalités de convocation, l'Actionnaire Unique représenté à l'Assemblée se considérant comme dûment convoqué et déclarant avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué par avance.

Deuxième résolution

L'Assemblée reconnaît que, après réception de la Notification de Conversion (telle que définie dans l'article 6.5 des Statuts) par la Société, toutes les Actions P émises seront converties en Actions A, selon les termes et conditions définis dans l'article 6 des Statuts.

L'Assemblée décide de convertir l'ensemble des (i) 1.176 (mille cent soixante-seize) actions P1, (ii) 1.176 (mille cent soixante-seize) actions P2 et (iii) 1.176 (mille cent soixante-seize) actions P3, ayant une valeur nominale de 100 EUR (cent Euros) chacune et régies par les conditions applicables aux actions de classe P, telles que définies dans les Statuts, en 3.528 (trois mille cinq cent vingt-huit) Actions A, ayant une valeur nominale de 100 EUR (cent Euros) chacune, et régies par les conditions applicables aux Actions A, telles que définies dans les Statuts.

Par conséquent, l'Assemblée prend acte que le capital social de la Société est désormais composé de 23.528 (vingt-trois mille cinq cent vingt-huit) Actions A.

Troisième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 5 des Statuts afin d'y refléter la deuxième résolution ci-dessus, de sorte qu'il aura désormais la teneur suivante:

" Art. 5. Capital Social.

5.1 Le capital social souscrit de la Société est fixé à 2.352.800 EUR (deux millions trois cent cinquante-deux mille huit cents Euros) consistant en 23.528 (vingt-trois mille cinq cent vingt-huit) Actions A nominatives, d'une valeur nominale de 100 EUR (cent Euros) chacune.

5.2 Le capital social souscrit de la Société peut être réduit ou augmenté par une décision de l'Assemblée Générale statuant comme en matière de modification des Statuts, conformément à l'article 17.8 ci-dessous, mais sous réserve, cependant, des dispositions de l'article 18.1 (Questions Réservées)."

Quatrième résolution

L'Assemblée décide d'autoriser et d'accorder pouvoir à tout administrateur de la Société et Philippe Thiebaud et Charles Baudouin (avocats chez Allen&Overy Luxembourg) afin de procéder individuellement, sous sa seule signature, au nom et pour le compte de la Société, (i) à l'inscription de la conversion des Actions P en Actions A dans le registre d'actions de la Société, et afin de signer le registre d'actions, et de (ii) procéder à toutes les formalités y relatives (le cas échéant).

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte sont estimés à environ EUR 1.500.

Le notaire instrumentaire, qui comprend et qui parle l'anglais, déclare qu'à la demande des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française. A la requête des mêmes parties comparantes, en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux parties comparantes, connues du notaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, lesdites parties comparantes ont signé avec nous, le notaire, l'original du présent acte.

Signé: C. BAUDOUIIN, A. SIEBENALER, A. BRAQUET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 28 mars 2013. Relation: LAC/2013/14509. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 17 avril 2013.

Référence de publication: 2013049985/167.

(130060534) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

Soleluna Investments S.A.-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2714 Luxembourg, 6-12, rue du Fort Wallis.

R.C.S. Luxembourg B 176.720.

—
STATUTES

In the year two thousand thirteen, on the eleventh of April.

Before Us Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, (Grand-Duchy of Luxembourg),

THERE APPEARED:

Mr. Ranko MILIC, born on 3 March 1979 in Zagreb (Croatia), residing in London SW10 ORG (United Kingdom), 552 King's Road, 24 Bailey House,

here represented by Mrs. Elisabeth SKOG, private employee, residing professionally in L-2340 Luxembourg, 26, rue Philippe II,

by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy signed "ne varietur" by the mandatory and the undersigned notary will remain annexed to the present deed, to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing person, represented as above stated, has required the officiating notary to enact the deed of incorporation of a public limited company (société anonyme), which he declares to incorporate, and the articles of incorporation of which shall read as follows:

I. Name, Duration, Object, Registered Office

Art. 1. A Private Wealth Management Company ("SPF"), in the form of a joint stock company is hereby formed, that will be governed by these articles and by the relevant legislation.

The name of the company is "SOLELUNA INVESTMENTS S.A.-SPF".

Art. 2. The registered office is established in Luxembourg-City.

The company may establish branches, subsidiaries, agencies or administrative offices in the Grand-Duchy of Luxembourg as well as in foreign countries by a simple decision of the board of directors.

Without any prejudice of the general rules of law governing the termination of contracts, in case the registered office of the company has been determined by contract with third parties, the registered office may be transferred to any other place within the municipality of the registered office, by a simple decision of the board of directors. The registered office may be transferred to any other municipality of the Grand-Duchy by a decision of the general meeting.

If extraordinary events of a political, economic or social character, likely to impair normal activity at the registered office or the easy communication between that office and foreign countries shall occur, or shall be imminent, the registered office may be provisionally transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measure shall, however, have no effect on the nationality of the company which, notwithstanding the provisional transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

One of the executive organs of the company, which has powers to commit the company for acts of daily management, shall make this declaration of transfer of the registered office and inform third parties.

Art. 3. The company is established for an unlimited period.

Art. 4. The purposes for which the company is formed are limited to the acquisition, holding, management and disposal of financial assets (within the meaning of the Law of August 5, 2005 on Financial Guarantees) and of cash and assets of any kind held in an account.

The company shall hold participating interests in other companies however it shall not exercise any management role in its subsidiary.

The company is not allowed to exercise any commercial activity.

The company shall reserve its shares either to natural persons acting in the frame of their private wealth management, either to estate management entities acting exclusively in the interest of the private estate of one or more natural persons, or to intermediaries acting on behalf of above-mentioned investors.

The securities that the company shall issue may not be the subject of a public investment or may not be quoted on the stock exchange.

The company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purposes and which are liable to promote their development or extension, within the limits of the Law of May 11, 2007 on creation of a Private Wealth Management Company ("SPF"), as amended.

II. Social Capital, Shares

Art. 5. The share capital is set at thirty-one thousand Euro (31,000.-EUR) represented by three hundred and ten (310) shares of a nominal value of one hundred Euro (100.- EUR) per share.

The share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation. The Company may, to the extent and under terms permitted by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law"), redeem its own shares.

Art. 6. The shares of the Company may be in registered form or in bearer form or partly in one form or the other form, at the option of the shareholders subject to the restrictions foreseen by Law.

A register of registered shares will be kept at the registered office, where it will be available for inspection by any shareholder. This register will contain all the information required by article 39 of the Law. Ownership of registered shares will be established by inscription in the said register. Certificates of these inscriptions shall be issued and signed by two directors or, if the Company as only one director, by this director.

The Company may issue certificates representing bearer shares. The bearer shares will bear the requirements provided for by article 41 of the Law and will be signed by two directors or, if the Company as only one director, by this director.

The signature may either be manual, in facsimile or affixed by mean of a stamp. However, one of the signature may be affixed by a person delegated for that purpose by the board of directors. In such a case, the signature must be manual. A certified copy of the deed delegating power for this purpose to a person who is not a member of the board of directors, must be filed in accordance with §§1 and two of the Law.

The Company will recognize only one holder per share; in case a share is held by more than one person, the persons claiming ownership of the share will have to name a unique proxy to present the share in relation to the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as the sole owner in relation to the Company.

III. General meetings of Shareholders Decision of the sole shareholder

Art. 7. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company. In case the Company has only one shareholder, such shareholder exercises all the powers granted to the general meeting of shareholders.

The general meeting is convened by the board of directors. It may also be convoked by request of shareholders representing at least one tenth of the Company's share capital.

Art. 8. The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the second Thursday of the month of June at 10.00 a.m.. If such day is a legal holiday, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

The quorum and time required by Law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing, cable, telegram, telex or facsimile.

Except as otherwise required by Law, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present or represented.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

If all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting the meeting may be held without prior notice or publication.

Decision taken in a general meeting of shareholders must be recorded in minutes signed by the members of the board (bureau) and by the shareholders requesting to sign. In case of a sole shareholder, these decisions are recorded in minutes.

All shareholders may participate to a general meeting of shareholders by way of videoconference or by any other similar means of communication allowing their identification. These means of communication must comply with technical characteristics guaranteeing the effective participation to the meeting, which deliberation must be broadcasted uninterruptedly. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

IV. Board of Directors

Art. 9. The Company shall be managed by a board of directors composed of three (3) members at least who need not be shareholders of the Company. However, in case the Company is incorporated by a sole shareholder or that it is acknowledged in a general meeting of shareholders that the Company has only one shareholder left, the composition of

the board of director may be limited to one (1) member only until the next ordinary general meeting acknowledging that there is more than one shareholders in the Company.

The directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting which shall determine their number, remuneration and term of office.

The term of the office of a director may not exceed six (6) years and the directors shall hold office until their successors are elected.

The directors are elected by a simple majority vote of the shares present or represented.

Any director may be removed with or without cause by the general meeting of shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, this vacancy may be filled out on a temporary basis until the next meeting of shareholders, by observing the applicable legal prescriptions.

Art. 10. The board of directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders.

The board of directors shall meet upon call by the chairman, or one of the directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meeting of shareholders and of the board of directors, but in his absence, the shareholders or the board of directors may appoint another director as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of directors must be given to directors twenty-four hours at least in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each director in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convocation will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of directors.

Any directors may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another director as his proxy.

A director may represent more than one of his colleagues.

Any director may participate in any meeting of the board of directors by way of videoconference or by any other similar means of communication allowing their identification. These means of communication must comply with technical characteristics guaranteeing the effective participation to the meeting, which deliberation must be broadcasted uninterruptedly. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. The meeting held by such means of communication is reputed held at the registered office of the Company.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least half of the directors are present or represented at a meeting of the board of directors.

Decisions shall be taken by a majority of votes of the directors present or represented at such meeting. In case of tie, the chairman of the board of directors shall have a casting vote.

The board of directors may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Art. 11. The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two directors. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by two directors. In case the board of directors is composed of one director only, the sole director shall sign these documents.

Art. 12. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests. All powers not expressly reserved by Law or by these articles of incorporation to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors.

In case the Company has only one director, such director exercises all the powers granted to the board of directors.

According to article 60 of the Law, the daily management of the Company as well as the representation of the Company in relation with this management may be delegated to one or more directors, officers, managers or other agents, associate or not, acting alone or jointly. Their nomination, revocation and powers shall be settled by a resolution of the board of directors. The delegation to a member of the board of directors shall entail the obligation for the board of directors to report each year to the ordinary general meeting on the salary, fees and any advantages granted to the delegate. The Company may also grant special powers by authentic proxy or power of attorney by private instrument.

Art. 13. All acts binding the company must be signed by the joint signature of two directors or the sole signature of any persons to whom such signatory power shall be delegated by the board of directors. In case the board of directors is composed of one (1) member only, the Company will be bound by the signature of the sole director.

V. Supervision of the Company

Art. 14. The operations of the Company shall be supervised by one (1) or several statutory auditors, which may be shareholders or not. The general meeting of shareholders shall appoint the statutory auditors, and shall determine their number, remuneration and term of office which may not exceed six (6) years.

VI. Accounting year, Balance

Art. 15. The accounting year of the Company shall begin on the first January of each year and shall terminate on the thirty-first December of the same year.

Art. 16. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by Law. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company as stated in article 5 hereof or as increased or reduced from time to time as provided in article 5 hereof.

The general meeting of shareholders, upon recommendation of the board of directors, will determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of.

Interim dividends may be distributed by observing the terms and conditions foreseen by Law.

VII. Liquidation

Art. 17. In the event of dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

VIII. Amendment of the articles of incorporation

Art. 18. These articles of incorporation may be amended by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the conditions of quorum and majority foreseen in article 67-1 of the Law.

IX. Final clause - Applicable law

Art. 19. The law of August 10, 1915, on Commercial Companies, as amended, and the Law of May 11, 2007 on creation of a Private Wealth Management Company ("SPF"), as amended, shall apply in-so-far as these Articles of Incorporation do not provide for the contrary.

Transitional dispositions

- 1) The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on December 31, 2013.
- 2) The first Annual General Meeting shall be held in 2014.

Subscription and Payment

The three hundred and ten (310) shares have been subscribed by the sole shareholder Mr. Ranko MILIC, prenamed, and fully paid up by payment in cash so that the amount of thirty-one thousand Euro (31,000.- EUR) is from this day on at the free disposal of the Company and proof thereof has been given to the undersigned notary.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 26 of the law of August 10, 1915, on commercial companies and expressly states that they have been fulfilled.

Costs

The amount for expenditures and expenses, remunerations and costs, under whichever form, which are to be paid by the Company or which are to be born by the Company for reasons of its incorporation, amounts to approximately one thousand two hundred fifty Euro (EUR 1,250.-).

Decisions taken by the sole shareholder

The aforementioned appearing person, representing the whole of the subscribed share capital, has adopted the following resolutions as sole shareholder:

1. The number of directors is set at one (1) and the number of auditors at one (1).
2. The following person has been appointed as sole director of the company:
 - Mrs. Elisabeth SKOG, private employee, born in Trelleborg (Sweden) on the 22 September 1964, residing in professionally in L-2340 Luxembourg, 26, rue Philippe II.
3. Has been appointed auditor of the company:

The limited liability company KOBUS a r.l., having its registered office in L-2714 Luxembourg, 6-12, rue du Fort Wallis, R.C.S. Luxembourg number B84077.

4. The mandates of the sole director and the auditor shall expire immediately after the annual general meeting of the year 2018.

5. The head office of the company shall be fixed in L-2714 Luxembourg, 6-12, rue du Fort Wallis.

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read in the language of the mandatory, known to the notary by her surname, Christian name, civil status and residence, the said mandatory signed together with Us the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le onze avril.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A COMPARU:

Monsieur Ranko MILIC, né le 3 mars 1979 à Zagreb (Croatie), demeurant à Londres SW10 0RG (Royaume Unis), 552 King's Road, 24 Bailey House,

ici représenté par Madame Elisabeth SKOG, employée privée, demeurant professionnellement à L-2340 Luxembourg, 26, rue Philippe II,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

La prédite procuration, signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentaire de dresser acte d'une société anonyme qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

I. Nom, Durée, Objet, Siège Social

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société de gestion de patrimoine familial, en abrégé «SPF», sous forme d'une société anonyme, qui sera régie par les présents statuts et les dispositions légales.

La société prend la dénomination de «SOLELUNA INVESTMENTS S.A.-SPF».

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché par décision de l'assemblée générale.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs constitués d'instruments financiers (au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière) et d'espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.

Elle pourra détenir des participations dans des sociétés sans toutefois s'immiscer dans la gestion de celles-ci.

Elle ne pourra exercer aucune activité commerciale.

Elle réservera ses actions, soit à des personnes physiques agissant dans le cadre de la gestion de leur patrimoine privé, soit à des entités patrimoniales agissant exclusivement dans l'intérêt du patrimoine privé d'une ou de plusieurs personnes physiques, soit à des intermédiaires agissant pour le compte des investisseurs précités.

Les titres qu'elle émettra ne pourront faire l'objet d'un placement public ou être admis à la cotation d'une bourse de valeurs.

Elle prendra toutes mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou le favorisent, en restant toutefois dans les limites fixées par la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»), telle que modifiée.

II. Capital social - Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (31.000,-EUR) représenté par trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts. La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), racheter ses propres actions.

Art. 6. Les actions de la société sont nominatives ou au porteur ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre. Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci.

L'action au porteur est signée par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci. La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite. Une copie certifiée conforme de l'acte conférant délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2. de la Loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour présenter l'action à l'égard de la société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

III. Assemblées générales des Actionnaires Décisions de l'actionnaire unique

Art. 7. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société. Lorsque la société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra à Luxembourg, au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation, le deuxième jeudi du mois de juin de chaque année à 10.00 heures, s'il s'agit d'un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieu spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou téléfax une autre personne comme son mandataire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les présents statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès verbal.

Tout actionnaire peut participer à une réunion de l'assemblée générale par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

IV. Conseil d'Administration

Art. 9. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la société est constituée par un actionnaire unique ou que, à

une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 10. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou d'un des administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou téléfax un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut présenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 11. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la Loi ou les présents statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 13. La société se trouve engagée par la signature conjointe de deux administrateurs ou la seule signature de toute (s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la société sera engagée par sa seule signature.

V. Surveillance de la Société

Art. 14. Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire. L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

VI. Exercice social - Bilan

Art. 15. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Art. 16. Sur le bénéfice annuel net de la Société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et en tant que la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social, tel que prévu à l'article 5 de ces statuts, ou tel qu'augmenté ou réduit en vertu de ce même article 5.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la Loi.

VII. Liquidation

Art. 17. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

VIII. Modification des statuts

Art. 18. Les présents statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi.

IX. Dispositions finales - Loi applicable

Art. 19. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures, ainsi que la loi du 11 mai 2007 sur la société de gestion de patrimoine familial («SPF») et ses modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2013.
- 2) La première assemblée générale annuelle des actionnaires aura lieu en 2014.

Souscription et Libération

Toutes les trois cent dix (310) actions ont été souscrites par l'actionnaire unique, Monsieur Ranko MILIC, pré-qualifié, et entièrement libérées en numéraire, de sorte que la somme de trente et un mille euros (31.000,-EUR) est dès maintenant à la libre disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la Loi et déclare expressément qu'elles sont remplies.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution sont évalués à mille deux cent cinquante euros (EUR 1.250,-).

Décisions de l'actionnaire unique

Et aussitôt l'actionnaire unique, par son représentant susnommé, a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à un (1) et le nombre des commissaires à un (1).
2. La personne suivante a été nommée administrateur unique de la société:
 - Madame Elisabeth SKOG, employée privée, née à Trelleborg (Suède), le 22 septembre 1964, demeurant professionnellement à L-2340 Luxembourg, 26, rue Philippe II.
3. A été nommée commissaire aux comptes de la société:
 - la société à responsabilité limitée KOBUS à r.l., ayant son siège social à L-2714 Luxembourg, 6-12, rue du Fort Wallis, R.C.S. Luxembourg numéro B84077.

4. Les mandats de l'administrateur unique et du commissaire ainsi nommés prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle statutaire de 2018.

5. L'adresse de la Société est établie à L-2714 Luxembourg, 6-12, rue du Fort Wallis.

Constatation

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du comparant les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française; à la requête du même comparant et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, le prédit mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Elisabeth SKOG, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 19 avril 2013. Relation GRE/2013/1597. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2013051624/443.

(130063200) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

Eren S.A., Société Anonyme, (anc. SIIF ENR S.A.)

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 168.599.

L'an deux mille treize, le onzième jour du mois d'avril.

Par-devant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven, Grand-Duché de Luxembourg,

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de SIIF ENR S.A. (la «Société»), une société anonyme ayant son siège social au 25B, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, constituée par acte du notaire soussigné le 17 avril 2012, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 1461, le 12 juin 2012 et immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 168599.

Les statuts de la Société ont été modifiés à plusieurs reprises et en dernier lieu par acte du notaire soussigné, le 21 décembre 2012 publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 384, le 15 février 2013.

L'assemblée a été présidée par Pierre DAGALLIER, demeurant professionnellement au 13 Rue des bains, L-1212 Luxembourg.

Le président a nommé comme secrétaire et l'assemblée comme scrutateur Alain ROBILLARD, demeurant professionnellement au 30 Rue Ernest Béres, L-1232 Luxembourg.

Le président a déclaré et requis le notaire d'acter que:

I. Il appert de la liste de présence établie par les membres du bureau que trente et un mille (31.000) actions représentant cent pour cent (100%) du capital social de la Société de trente et un mille euros (EUR 31.000) sont dûment présentes/ représentées à la présente assemblée.

Cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents et les mandataires des actionnaires représentés, a été contrôlée et signée par les membres du bureau.

Resteront annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées „ne varietur" par les comparants et le notaire soussigné.

II. Tous les actionnaires, étant représentés, ont déclaré avoir eu connaissance préalable de l'ordre du jour et que l'assemblée peut régulièrement délibérer sur tous les points à l'ordre du jour, sans obligation de justifier l'accomplissement des formalités de convocation.

III. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Modification de la dénomination sociale de la Société de SIIF ENR S.A. en EREN S.A. avec effet immédiat;
2. Modification de l'article premier:

Art. 1^{er}. Forme, Dénomination. Il est par la présente établi, entre les actionnaires, une société anonyme sous la dénomination de EREN S.A. (la «Société»).

3. Adoption d'une version anglaise des statuts, la version française faisant foi en cas de divergence entre la version anglaise et la version française.

Après délibération, l'assemblée a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première et Deuxième résolutions

L'assemblée a décidé de modifier la dénomination sociale de la Société en EREN S.A. avec effet immédiat et de modifier en conséquence l'article premier des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

Art. 1^{er}. Forme, Dénomination. Il est par la présente établi, entre les actionnaires, une société anonyme sous la dénomination de EREN S.A. (la «Société»).

Troisième résolution

L'assemblée a décidé d'adopter suite à la version française des statuts de la Société une version anglaise.

En cas de divergence entre la version anglaise et la version française des statuts de la Société, la version française fera foi.

Suit la version anglaise des statuts qui se lit comme suit:

Art. 1. Form - Name. There is hereby formed between the shareholders a public limited company (société anonyme) under the name of ERENS.A. (the 'Company').

Art. 2. Duration. The Company is incorporated for an unlimited period. The Company may be dissolved at any time by decision of the shareholders deliberating in the manner required for the modification of the present articles of association, in accordance with Article 31 hereinafter. The death or the winding-up of the single Shareholder or of the Shareholders will not cause the liquidation of the company.

Art. 3. Object. The Company's object, both in the Grand-Duchy of Luxembourg as abroad, is to:

- Take interests and participations, directly or indirectly in any business or company existing or to be created by all appropriate means, alliances, contributions, mergers, stock options, bonds, or other securities, acquisitions of equity rights and under any form.

- Develop and monitor the operation of the branches and participations.

- Supply administrative, legal, accounting, financial, real estate services, but only to the Company's shareholders, the direct or indirect branches of its shareholders, the direct or indirect branches of the Company, or to any company or business belonging to the same group of companies as the Company (the 'Group'), as well as manage the cash of the Group.

- Help the Group, by granting loans, advances, guarantees, security interests or in any other way.

- Use and manage by any means any property, whether real or personal, movable or immovable, any patent and trademark got or to be got by the Company, acquired or brought to it, in any capacity.

- Take part by any means in any operation likely to relate to its corporate object by way of incorporation of new companies, subscription or purchase of securities or equity rights, of merger or by any other way.

- Any commission or brokerage transactions related to the above mentioned corporate object.

- In general the company may carry out any financial, commercial, industrial operations and any transactions in respect of real estate, related to the above mentioned corporate object, deemed necessary or useful for fulfilling and developing its corporate object, provided that the Company does not enter into any transactions or operations that may result for the Company undertaking an activity for which approval would be necessary or that would be considered as a regulated activity.

Art. 4. Registered Office.

4.1 The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg. It may be transferred to any other place within the district of Luxembourg pursuant to a resolution of the managing board of the Company (the 'Managing Board'). Branches, subsidiaries or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the Managing Board.

4.2 In the event that the Managing Board determines that extraordinary political, economic or social events have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Art. 5. Capital - Shares, Profit Shares and Certificates.

5.1 The subscribed and fully paid share capital of the Company is EUR 31,000 (thirty one thousand Euro) represented by 31,000 (thirty one thousand) shares with a par value of EUR 1 (one Euro) each.

5.2 The shares carry the right to an ordinary dividend allocated in accordance with the number of shares of each shareholder.

5.3 The shares of the Company may be in registered form or in bearer form.

5.4 The Company shall consider the person on whose behalf the shares are registered in the register of shareholders as the true owner of such shares. Certificates confirming such registrations may be delivered to the shareholders.

5.5 Any transfer of registered shares shall only be effective after registration in the Company's register of shares, after the issuance of a one or several certificates issued with respect to the shares of the Company, with an instrument of

transfer satisfactory for the Company or with written statements of transfer registered in the register of shares, which shall be dated and signed by the transferor and the transferee, or their representatives.

5.6 As far as the law allows it, the Company shall be entitled to redeem its own shares.

5.7 In addition to shares representing the corporate capital, profit shares or similar securities may be created (the "Profit Shares") within the limits laid down by Article 37 of the Law of August 10, 1915, as amended. A special reserve ("the Reserve") which is not part of the corporate capital may be created specially for that purpose. The extraordinary general meeting of shareholders may issue Profit Shares at its sole discretion without reserving any preferential right to subscribe to the shareholders or holders of Profit Shares.

In addition to the corporate capital, a special reserve ("the Reserve") has been set up and 59,969,000 (fifty-nine million nine hundred and sixty-nine thousand) Profit Shares not belonging to the corporate capital have been created. One amount of EUR 59,969,000 (fifty-nine million nine hundred and sixty-nine thousand Euro) has been allocated to the Reserve.

5.8 Each Profit Share will be entitled to a priority distribution, to be collected from the profits, premiums or available reserves (including the Reserve) of the Company, for an amount calculated on the par value or, in the absence thereof, on the accountable par of the Profit Shares, multiplied by the rate as stated by the General Meeting that shall decide upon the issue of Profit Shares. If for any reason, the priority distribution is not paid during one given year, the payment of the said priority distribution is to be made in a priority during the following year that allows such distribution.

Distributions on Profit Shares from any net income after tax, any reserve (including the Reserve) and/or premium are decided by the extraordinary general meeting of shareholders in compliance with legal provisions. Interim distributions on Profit Shares may be decided and paid by the Managing Board subject to the condition of compliance with the terms set by the law on the distributions of interim dividends to shareholders, either in cash or in kind.

Any distribution declared shall be paid to the registered office of the Company or at the counters indicated by the Managing Board (subject to the decisions by the extraordinary general meeting of shareholders).

A distribution declared but not paid (and not claimed) after five years cannot be claimed by the concerned holder, and shall be subject to limitation due to the holder's lack of intervention and so, shall return to the Company. No interest shall be paid on the distributions declared, but not claimed, which are held by the Company on behalf of holders.

Distributions on Profit Shares may be declared and paid independently of any distribution on shares and shall not entitle any shares to any proportionate distribution or any other right.

5.9 Profit Shares are no-voting and their holders cannot claim any voting right in the Company. Holders of Profit Shares who are not shareholders may attend any meeting of shareholders, but with no voting right. Holders of Profit Shares are not empowered to convene nor to requisition shareholder meetings.

5.10 The Company may proceed to purchase or redeem its own Profit Shares based on their par value and may hold the said Profit Shares in cash.

5.11 Profit Shares of the Company are issued in the registered way.

5.12 The Profit Shares register shall be kept at the registered office Company, where any Profit Share holder shall be able to control it. Ownership of Profit Shares is established by the entry in the said register.

5.13 Profit Shares are indivisible vis-à-vis the Company which will recognise only one holder per Profit Share. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to such Profit Shares until one holder has been so appointed. The same rule shall apply in the case of a conflict between an usufructuary and a bare owner or between a pledgor and a pledgee.

5.14 All notifications or communications to the Profit Shares holders shall be deemed to have been validly sent to the last address notified by the Profit Shares holder to the Company. If a Profit Shares holder does not provide a valid address to the Company for any further sending of notification and communication for which the holder is the addressee, the Company may give an opinion in such way in the aforementioned registers and the address of the concerned Profit Shares holder shall be deemed to be the registered office of the Company or any other address that shall be notified by the Profit Shares holder to the Company. The Profit Shares holder may change his address at any time by written notification sent to the Company.

Art. 6. Increase and Reduction in capital. The Company's share capital may be increased or reduced by decision of the shareholders deliberating in the manner required for the modification of the present articles of association, in accordance with Article 32 hereinafter.

Art. 7. Shareholders' meeting.

7.1 Any regularly constituted general meeting of shareholders of the Company (the "General Meeting" shall represent the entire body of shareholders of the Company. It is vested with the broadest powers to order, carry out or ratify all acts relating to the operations of the Company. When and as long as the Company has one single shareholder, the latter shall exercise the powers granted by the law to the General Meeting.

7.2 Each share is entitled to one vote. Any shareholder of the Company may act during any General Meeting by giving a proxy to any other person as his representative, by letter, fax, telegramme, telex or e-mail provided the authenticity of such e-mail can be established.

7.3 Any shareholder of the Company may take part and vote in any General Meeting by videoconference or any other similar means of communication that enables the persons participating at the General Meeting to communicate simultaneously and hear each other. The participation in or the holding of a meeting by these means shall be deemed equivalent to a participation in person at or the holding of such meeting.

7.4 In compliance with the law, the yearly General Meeting shall be held at the registered office of the Company or at any other place in Luxembourg that shall be set in the convening notice, on the third Friday of the month of May of each year at ten (10) o'clock (Luxembourg time). If this day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next business day. The yearly General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the Managing Board, exceptional circumstances so require.

7.5 Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 8. Notification deadlines, Quorum, Convening notices, Proxies, and Vote.

8.1 Notification deadlines and quorums required by the law shall apply to the convening notices and to the conduct of the General Meeting, except as otherwise provided in the articles of association.

8.2 A General Meeting may be convened by the Managing Board as well as by the Supervisory Board. They shall be obliged to convene it so that it is held within a period of one month if shareholders representing one tenth of the capital require so in writing with an indication of the agenda. One or more shareholders who together hold at least ten percent of the corporate capital may request that one or more additional items be put on the agenda of any General Meeting. Such request shall be sent by registered letter and received by the Company at last five (5) days prior to holding of the General Meeting. The Managing Board or the Supervisory Board may set any other requirement that shall have to be fulfilled by the shareholders in order to attend a General Meeting.

8.3 Convening notices for every General Meeting shall contain the agenda and shall take the form of announcements published twice, with a minimum interval of eight days (8) and eight days (8) before the meeting, in the Mémorial and in a Luxembourg newspaper.

8.4 Notices by mail shall be sent eight days before the General Meeting to registered shareholders, but no proof need be given that this formality has been complied with.

8.5 Where all the shares are in registered form, the convening notices may be made only by registered letters.

8.6 Unless otherwise provided by the law or by the articles, resolutions at a general meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the shares.

8.7 The General Meeting shall not validly deliberate unless at least one half of the capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the articles and, where applicable, the text of those which concern the objects or the form of the company. If the first of these conditions is not satisfied, a second General Meeting may be convened, in the manner prescribed by the articles, by means of notices published twice, at fifteen (15) days interval at least and fifteen (15) days before the General Meeting in the Memorial and in two (2) Luxembourg newspapers. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous General Meeting. The second General Meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both General Meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds of the votes of the shareholders. Votes cast shall not include votes attaching to shares in respect of which the shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or invalid vote.

8.8 The nationality of the company may be changed and the commitments of its shareholders may be increased only with the unanimous consent of the shareholders and bondholders, whether there are bondholders.

8.9 If all the shareholders of the Company are present or represented at the General Meeting, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the Meeting, the meeting may be held without prior notice.

8.10 The General Meeting shall be chaired by the chairman of the Managing Board, or in his absence, by another member of the Managing Board. If no member of the Managing Board is present, the General Meeting chooses an ad hoc chairman. The chairman appoints one secretary and the shareholders appoint one scrutineer. The chairman, the secretary and the scrutineer make up the Bureau (Board).

8.11 Minutes of the General Meeting shall be signed by the members of the bureau of the meeting and by the shareholders who request to do so.

8.12 However, for any resolution of the General Meeting that need to be certified, copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman of the Managing Board or by two members of the Managing Board.

Art. 9. Management of the Company.

9.1 The Company is managed by a Managing Board which fulfils its duties under the supervision of a supervisory board (the "Supervisory Board").

9.2 The Company must be managed by a Managing Board composed of at least three (3) members, who are not required to be shareholders.

Art. 10. Appointment and Removal of the members of the Managing Board.

10.1 The members of the Managing Board shall be appointed by Supervisory Board in accordance with the law and the articles of association. The Supervisory Board may remove any member of the Managing Board with or without proper justification.

10.2 Members of the Managing Board may be reelected.

10.3. The term of office for each member of the Managing Board shall be for one (1) year.

10.4 In case of vacancy of the office of a member of the Managing Board as a result of death, retirement, resignation or any other cause, the Supervisory Board appoints new members to fill the vacancy."

10.5 Where a legal entity is appointed as member of the Managing Board, it shall designate a natural person as a permanent representative who represents it as member of the Managing Board, pursuant to the law.

Art. 11. Meetings of the Managing Board.

11.1 The Managing Board must appoint one chairman (the "Chairman of the Managing Board") among its members and may appoint one secretary, whether he or she is a member of the Managing Board or not, who shall be in charge of keeping minutes of the meetings of the Managing Board, and of the decisions taken by the General Meeting. The Chairman of the Managing Board shall preside at all meetings of the Managing Board. In his absence, the other members of the Managing Board shall elect another Chairman pro tempore, who shall preside the relevant meeting, where decisions shall be taken by a majority of votes cast of the members of the Managing Board present or represented at the relevant meeting.

11.2 The meeting of the Managing Board takes place in Luxembourg, if convened by the Chairman of the Managing Board or by two (2) members of the Managing Board, at the time indicated in the convening notice.

11.3 A written notice of any meeting of the Managing Board is given to all the members of the Managing Board at least twenty-four (24) hours prior the date planned for the meeting, unless there is special urgency, in which case the nature and the reasons for the urgency shall be shortly mentioned in the convening notice.

11.4 If all the members of the Managing Board are present or represented at the meeting, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the Meeting, the meeting may be held without prior notice. The written convening notice may also be waived with the approval of each member of the Managing Board by writing, using the original copy or by fax or by e-mail. No special convening notice is required for a meeting of the Managing Board which is held at the place scheduled in a resolution previously adopted by the Managing Board.

11.5 The Managing Board shall meet as often as required by the interest of the company, but at least once every three months.

11.6 Any member of the Managing Board may be represented at a Managing Board meeting by designating by writing, using the original copy or by fax or by e-mail, any other member of the Managing Board as his/her proxy.

11.7 The Managing Board can validly deliberate and decide if the meeting takes place in Luxembourg and if at least half of its members are present or represented. One member of the Managing Board may represent one or several other members of the Managing Board, provided that two (2) members of the Managing Board are at least physically present at the meeting. Decisions are made by a majority vote of members present or represented.

11.8 In the event of a tie, the Chair of the Managing Board will have a casting vote.

11.9 Participating to the Managing Board by means of a telephone conference call, video-conference or any other form of similar communication is allowed.

11.10 Notwithstanding the foregoing clauses, members of the Managing Board may also vote by means of a circular document in case of emergency or under extraordinary circumstances. Such resolution shall consist of one single or several documents containing the resolutions and signed, manually or electronically, by all the members of the Managing Board. The date of such resolution is the date of the last signature

Art. 12. Minutes of the Managing Board meetings.

12.1 Minutes of the Managing Board meetings shall be signed by the Chairman of the Managing Board or by any other member of the Managing Board who took the chair, or by all the members of the Managing Board presents at the meeting.

12.2 Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman of the Managing Board or by two other members of the Managing Board.

Art. 13. Powers and Duties of the Managing Board.

13.1 The Managing Board is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests. All powers not expressly reserved by the law, or by the articles of association, to the general meeting or to the Supervisory Board fall within the competence of the Managing Board. Among other, the Managing Board shall be entrusted with the task of finding new investments, checking the related analytical data, and analysing the feasibility of such investments. It will also follow up on the investments and prepare the report on the Company investments.

13.2 At least every 3 (three) months, the Managing Board shall produce a report to the Supervisory Board, that details the business activities of the Company in progress and their foreseeable development. In addition, the Managing Board shall inform the Supervisory Board of any event likely to have a major impact on the operations of Company.

13.3 When an operation requires the approval of the Supervisory Board (pursuant to Article 21.3 of the present articles of association) and in case of refusal by such Supervisory Board, the Managing Board may refer the question to the General Meeting which shall definitively take the decision.

Art. 14. Delegation of powers.

14.1 The Managing Board may appoint one (or several) day-to-day manager, whether he/she is a shareholder or not, a member of the Managing Board or not, with the exception of any member of the Supervisory Board, who shall be fully vested to act on behalf of the Company with respect to day-to-day management.

14.2 The Managing Board may appoint one person, whether he/she is a shareholder or not, a member of the Managing Board or not, with the exception of any member of the Supervisory Board, who shall act as a permanent representative of any entity in which the Company is appointed as a member of Managing Board. In all cases, such permanent representative shall act following consultations with the Managing Board, on behalf and for the account of the Company, and shall bind such entity as member of the Managing Board of this entity, provided that the Managing Board has been previously consulted.

14.3 The Managing Board may also appoint a person, whether he/she is a member of the Managing Board or not, with the exception of any member of the Supervisory Board, who shall that the performance of specific tasks for the benefit of the Company is met.

14.4 Any delegation of powers made under that Article 14 by the Managing Board shall be subject to the provisions of Article 21.3.

Art. 15. Authorised signatures. In any circumstances, the Company is committed to third parties by the joint signature of two members of the Managing Board of the Company, among which the signature of the Chairman of the Managing Board. The company is also committed by the joint signatures of any person or by the individual signature of any person to whom such power of signature shall be delegated by the Managing Board, but only within the limits of the powers given by the Supervisory Board to the members of the Managing Board pursuant to Article 21.3. Within the limits of daily management, the Company is bound by the sole signature of the person appointed to such effect.

Art. 16. Liability of the members of the Managing Board.

16.1 The members of the Managing Board assume, by reason of their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, so long as such commitment is in compliance with the articles of association as well as the applicable provisions of the law. They shall be liable to the Company for the execution of the mandate given to them and for any misconduct in the management of the Company's affairs.

16.2 They shall be jointly and severally liable both towards the Company and any third parties for damages resulting from the violation of the law or the present articles of association.

Art. 17. Remuneration of the Managing Board.

17.1 The Company shall be entitled to pay special remuneration to the members of the Managing Board and to their heirs, executors, administrators for any expense reasonably incurred by them in respect of any suit, action, or proceeding in which they shall be involved due to the fact that they were or are members of the Managing Board or act as the Manager of the Company or, at the request of any other company for which the Company is a shareholder or a creditor and from which they are not entitled to be indemnified, except in connection with business in which they shall be finally judged liable for gross recklessness or mismanagement.

17.2 In case of transaction, the remuneration shall only be paid in relation with the business activities under the transaction and for which the Company is advised by a counsellor that the person to be remunerated has not failed to fulfil his/her duties in the above mentioned manner. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 18. Appointment of the Supervisory Board.

18.1 The management of the Company by the Managing Board is supervised by the Supervisory Board. The Managing Board is supervised by a Supervisory Board made of three (3) persons at least, who do not need to be shareholders of the Company.

18.2 Where a legal entity is appointed as member of the Supervisory Board, it shall designate a natural person as a permanent representative who represents it as member of the Supervisory Board, pursuant to the law.

18.3 General Meetings also determine the number of members making the Supervisory Board, as well as their remuneration (if the mandate is remunerated) et the duration of their mandate. Any member of the Supervisory Board may be revoked at any time pursuant to a decision by the General Meeting.

Art. 19. Meetings of the Supervisory Board.

19.1 The Supervisory Board must appoint one chairman (the "Chairman of the Supervisory Board") among its members and may appoint one secretary, whether he or she is a member of the Supervisory Board or not, who shall be in charge of keeping minutes of the meetings of the Supervisory Board. The Chairman of the Supervisory Board shall preside at all meetings of the Supervisory Board. In his absence, the other members of the Supervisory Board shall elect another

Chairman pro tempore, who shall preside the relevant meeting, where decisions shall be taken by a majority of votes cast of the members of the Managing Board present or represented at the relevant meeting.

19.2 The meeting of the Supervisory Board takes place in Luxembourg, if convened by the Chairman of the Supervisory Board or by two members of the Supervisory Board, as often as required by the interest of the Company, at the place indicated in the convening notice. A meeting must be called by the Chairman of the Supervisory Board if it is requested by at least two members of the Supervisory Board or by the Managing Board.

19.3 A written notice of any meeting of the Supervisory Board is given to all the members of the Supervisory Board at least eight (8) hours prior the date planned for the meeting, unless there is special urgency, in which case the nature and the reasons for the urgency shall be shortly mentioned in the convening notice.

19.4 If all the members of the Supervisory Board are present or represented at the meeting, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the Meeting, the meeting may be held without prior notice. The written convening notice may also be waived with the approval of each member of the Supervisory Board by writing, using the original copy or by fax or by e-mail. No special convening notice is required for a meeting of the Supervisory Board which is held at the place scheduled in a resolution previously adopted by the Supervisory Board.

19.5 The Supervisory Board shall meet as often as required by the interest of the company, but at least once every three months after the sending of the quarterly report of the Managing Board..

19.6 The Supervisory Board may call upon the members of the Managing Board to attend its meetings. In that particular case, the members of the Managing Board shall be present as consultative members.

19.7 Any member of the Supervisory Board may be represented at a Supervisory Board meeting by designating by writing, using the original copy or by fax or by e-mail, any other member of the Supervisory Board as his/her proxy.

19.8 The Supervisory Board can validly deliberate and decide if the meeting takes place in Luxembourg and if at least half of its members are present or represented. A member of the Supervisory Board may represent more than one of his colleagues, provided however that two members of the Supervisory Board are at least physically present at the meeting.

19.9 In the event of a tie for and against any resolution, the Chair of the Supervisory Board will have a casting vote.

19.10 Participating to the Supervisory Board by means of a telephone conference call, video-conference or any other form of similar communication is allowed.

19.11 Notwithstanding the foregoing clauses, members of the Supervisory Board may also vote by means of a circular document in case of emergency or under extraordinary circumstances. Such resolution shall consist of one single or several documents containing the resolutions and signed, manually or electronically, by all the members of the Supervisory Board (circular resolution). The date of such decision is the date of the last signature.

Art. 20. Minutes of the Supervisory Board meetings.

20.1 Minutes of the Supervisory Board meetings shall be signed by the Chairman of the Supervisory Board or by any other member of the Supervisory Board who took the chair, or by all the members of the Supervisory Board presents at the meeting.

20.2 Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman of the Supervisory Board or by two other members of the Supervisory Board.

Art. 21. Powers and Duties of the Supervisory Board.

21.1 The Supervisory Board continuously ensures the control of the management carried out by the Managing Board, without being authorised to interfere with such management.

21.2 The Supervisory Board shall have an unlimited right to inspect all the transactions of the Company. At the registered office of the Company, its members may inspect the books, accounts, correspondences, minutes and in general all the records of the Company. Upon request of the Supervisory Board, the Managing Board must pass any information relevant to exercise supervision of the management. In addition, the Supervisory Board may undertake or arrange for any investigations necessary for the performance of its duties.

21.3 The Supervisory Board must give its prior approval as far as the following decisions are to be taken by the Managing Board: (i) any significant change made to the annual budget, (ii) any investment decision related to management for an amount equal to, or greater than EUR five million (EUR 5,000,000), other than decisions relating to internal transfers to the Company and to relations between the Company and its direct or indirect branches, (iii) any delegation of powers granted by the Managing Board pursuant to Article 14, (iv) conclusion of any loan or commitment with one third party for a principal amount equal to, or greater than EUR one million (EUR 1,000,000).

Art. 22. Delegation of powers.

22.1 The Supervisory Board may entrust one or more of its members with special mandates for one or more specific purposes. Among other, the Supervisory Board may entrust one or several of its members with its prior approval for some actions falling under the competence of the Managing Board, as described at Article 21.3.

22.2 The Supervisory Board may decide to establish internal committees. It sets the composition and terms of office of such committees and such committees carry out their activities under its responsibility. The attribution of such duties

may however not consist in a delegation to a committee of the powers reserved by law or by the articles to the Supervisory Board itself or result in a reduction or limitation of the powers of the Managing Board.

Art. 23. Liabilities of the members of the Supervisory Board.

23.1 The members of the Supervisory Board assume, by reason of their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company in relation with their duties of supervision of the management, so long as such commitment is in compliance with the articles of association as well as the applicable provisions of the law. They shall be liable to the Company for the execution of the mandate given to them and for any misconduct in the supervision of the Company's affairs.

23.2 They shall be jointly and severally liable both towards the Company and any third parties for damages resulting from the violation of the law or the present articles of association.

Art. 24. Remuneration of the Supervisory Board.

24.1 The Company shall be entitled to pay special remuneration to the members of the Supervisory Board and, whether relevant, to their heirs, executors, administrators for any expense reasonably incurred by them in respect of any suit, action, or proceeding in which they shall be involved due to the fact that they were or are members of the Supervisory Board or act as the Manager of the Company or, at the request of any other company for which the Company is a shareholder or a creditor and from which they are not entitled to be indemnified, except in connection with business in which they shall be finally judged liable for gross recklessness or lack of supervision.

24.2 In case of transaction, the remuneration shall only be paid in relation with the business activities under the transaction and for which the Company is advised by a counsellor that the person to be remunerated has not failed to fulfil his/her duties in the above mentioned manner. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 25. Being a member of the Managing Board and the Supervisory Board.

25.1 No person may at the same time be a member of the Managing Board and the Supervisory Board.

25.2 However, in the event of a vacancy in the Managing Board, the Supervisory Board may appoint one of its members to act as a member of the Managing Board. During such period, the functions of the person concerned as a member of the Supervisory Board shall be suspended.

Art. 26. Conflicts of interest.

26.1 No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the members of the Managing Board or Supervisory Board or proxy holders of the Company is personally interested in, or is a member of the Managing Board, a director, associate officer or employee of such other company or firm.

26.2 Any member of the Managing Board or Supervisory Board or proxy holder of the Company who is a member of the Managing Board, or serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such an affiliation with such other company or firm but subject as hereinafter provided, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

26.3 In the event that any member of the Managing Board or Supervisory Board of the Company may have any personal and opposite interest in any transaction of the Company, such member of the Managing Board or Supervisory Board shall make known to the Managing Board or Supervisory Board such personal and opposite interest and such conflict shall be reported in the minutes of the resolutions. The concerned person shall not take part to deliberations and vote on such matters; such personal interest of the member of the Managing Board or Supervisory Board shall be reported to the next succeeding meeting.

26.4 In addition, if one member of the Managing Board has a personal and conflicting interest in one operation of the Company, the approval of the Supervisory Board is required for such operation.

26.5 The two preceding paragraphs do not apply to resolutions related to operations carried out in the normal run of the Company, concluded on normal terms.

Art. 27. Disclosure of information.

27.1 Members of the Managing Board and the Supervisory Board, as well as any person convened to attend the meetings of these bodies, are bound by complete discretion with respect to confidential information they have on the Company, except where such disclosure is required or allowed by the laws or regulations in force for the public limited companies, or is in the public interest. This obligation continues after their term of office expires.

27.2 For the purposes of this Article 27, the term "confidential information" shall mean any information disclosed by the Company by any means and related to transactions, investments, and business operations made by the Company.

Art. 28. Auditors - Independent chartered auditors. The operations of the Company shall be supervised by one or several auditors ('commissaires aux comptes') or, if required by the law, by a chartered auditor ('réviseur d'entreprises agréé'), who shall be appointed by the General Meeting for a duration not exceeding six years.

Art. 29. Financial Year. The financial year of the Company shall begin on the first day of the month of January and shall end on the last day of the month of December of the same year.

In compliance with the law, each year, after the closing of the financial year, the Managing Board shall prepare an inventory indicating the value of all the movable and immovable assets of, and all the debts owed to and by, the Company, and the balance sheet and profit and loss account. The Managing Board submits those documents, with a report on the activities of the Company, to the auditor or, as the case may be, to the chartered auditor, who shall prepare one report containing his report on such documents.

Art. 30. Allocation of profits. From the net profits of the company at least five percent (5%) shall be set aside each year to constitute the legal reserve. Such deduction shall no longer be required as soon as this legal reserve reaches one tenth (10%) of the subscribed share capital.

Upon proposal of the Managing Board, the general meeting shall decide on the allocation of the balance of the net profits, and may, without never exceeding the amounts proposed by the Managing Board, decide in a timely manner of the payment of dividends, provided that the priority distribution of the Profit Shares was approved in advance.

Interim dividends can also be distributed, under conditions laid down in the law, upon decision by the Managing Board.

Dividends may be paid in any currency, at a time and place as determined by the Managing Board.

The Managing Board may make the final decision as far as the rates applicable are concerned, in order to convert the amounts of the dividends into the currency used for their payment.

One dividend declared but not paid for one share during five years may not subsequently be claimed by the owner of such share, shall be lost for this owner and returned to the Company.

No interest shall be paid on the dividends declared and not paid, which are held by the Company on behalf of shareholders.

Art. 31. Dissolution and Liquidation. In the event of dissolution of the Company, the liquidation of the Company shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the general meeting of shareholders in charge of such dissolution, and which shall determine their powers and their compensation.

Art. 32. Amendment of the Articles of Association. The present articles of association may be amended from time to time by the General Meeting voting in the conditions of quorum and majority foreseen by the law.

Art. 33. Applicable law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with provisions of the Law of ten August nineteen fifteen on commercial companies and of amending laws.

Art. 34. Sole Shareholder. If, and as long as all the shares of a Company come to be held by a sole shareholder, the Company shall exist as single-member company and the sole shareholder shall exercise all the powers entrusted to the General Meetings.

Dépenses

Les coûts, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison de l'augmentation de son capital social sont estimés à mille trois cents euros (EUR 1.300).

Pouvoirs

Les comparants, agissant dans un intérêt commun, donnent par la présente pouvoir à tout clerc et/ou employé de l'étude du notaire soussigné, agissant individuellement, pour rédiger et signer tout acte de modification (faute(s) de frappe (s)) au présent acte.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après avoir lu ce procès-verbal les membres du bureau et comparants ont signé ensemble avec le notaire, le présent acte.

Signé: Pierre Dagallier, Alain Robillard, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 12 avril 2013. LAC / 2013 / 17063. Reçu 75.-€.

Le Receveur (signé): Carole Frising.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 22 avril 2013.

Référence de publication: 2013051610/481.

(130063241) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

Algeco Scotsman PIK S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 176.700.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the seventeenth day of the month of April.
Before Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

"Algeco/Scotsman Holding S.à r.l.", a société à responsabilité limitée, incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 20, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg (the "RCS") under number B 132028,

represented by Maître Ana Bramao, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 15 April 2013, hereto annexed and which shall remain attached to the present deed to be registered together.

Such appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a company which it forms:

Art. 1. Form, Name. A public company limited by shares (société anonyme) with the name "Algeco Scotsman PIK S.A." (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all the persons that may become shareholders thereafter. The Company will be governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg and by the relevant legislation.

Art. 2. Duration. The Company is established for an unlimited duration. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation as set-out in Article 18 hereof.

Art. 3. Object. The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, or other business entities, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships and carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

The Company may borrow in any form and issue bonds, preferred equity certificates, whether convertible or not, warrants, notes and debentures.

In a general fashion it may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Finally, the Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 4. Registered office. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City. The registered office may be transferred within the municipality of Luxembourg by decision of the board of directors. Branches or other offices may be established either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors.

In the event that the board of directors determines that extraordinary, political, economic, or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg Company.

Art. 5. Capital - Shares and share certificates. The issued share capital of the Company is set at forty-five thousand US Dollars (USD 45,000.-) divided into forty-five thousand (45,000) shares with a nominal value of one US Dollar (USD 1.-) per share.

The authorised capital of the Company is fixed at five million US Dollars (USD 5,000,000.-) consisting of additional five million (5,000,000) shares, each with a nominal value of one US Dollar (USD 1.-).

Any authorised but unissued shares shall lapse five (5) years after publication in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations of the notarial deed recording the shareholders' resolution on the authorised capital.

The board of directors or delegate(s) duly appointed by it may from time to time issue shares out of the authorised share capital at such times and on such terms and conditions, including issue price, as the board of directors or its delegate(s) may in its or their discretion resolve.

The board of directors is authorised in accordance with Luxembourg law on commercial companies to withdraw or restrict such subscription rights. The preferential right to subscribe, if not waived, withdrawn or restricted as aforesaid,

may be exercised within a period determined by the board of directors of the Company, which may not be less than thirty (30) days from the date of the subscription period, which shall be notified by registered letter. The preferential right to subscribe shall be transferable throughout the subscription period among shareholders.

A capital increase within the limits of the authorised capital shall be recorded by a notarial deed, at the request of the board of directors or its delegate(s) against presentation of the documents establishing the subscription and payments.

Shares will be in registered form.

The Company shall consider the person in whose name the shares are registered in the register of shareholders as the full owner of such shares.

Certificates stating such inscription may be delivered to the shareholders.

Transfers of shares shall be effected by an inscription of the register of shareholders of the Company upon delivery of the certificate or certificates issued in relation to the shares to the Company along with an instrument of transfer satisfactory to the Company or by written declarations of transfer inscribed in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney.

The Company may redeem its own shares within the limits set forth by law.

Art. 6. Increase and Reduction of capital. The issued capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation, as prescribed in Article 18 hereof.

Art. 7. Meetings of shareholders - General. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company. If and as long as the Company is composed of a single shareholder, the latter exercises the powers granted by law to the general meeting of shareholders.

The quorum and time required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing, by fax, cable, telegram, telex or, provided the genuineness thereof is established, electronic transmission.

Any shareholder may participate and vote in any meeting of shareholders by videoconference or by way of similar means of communications allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. The participation in or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person.

Except as otherwise required by law, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present and voting.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

If all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 8. Annual general meeting of shareholders. The annual general meeting of shareholders shall be held in accordance with Luxembourg law at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting on 30 June at 11:30 a.m. (CET) of each year.

If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the board of directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 9. Board of directors. The Company shall be managed by a board of directors composed of three members at least who need not be shareholders of the Company. If and as long as the Company only has one shareholder, the board of directors may be composed of one director at least who needs not to be a shareholder of the Company.

The directors shall be elected by the shareholders who determine their powers and the term of their mandate but in any event for a period not exceeding six years. The directors shall hold office until their successors are elected. The directors shall be eligible for re-election.

The general meeting of shareholders may decide to appoint directors of two different classes, being class A directors and class B directors. Any such classification of directors shall be duly recorded in the minutes of the relevant meeting and the directors be identified with respect to the class they belong.

Any director may be removed with or without cause and replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

Art. 10. Procedures of meeting of the board. The board of directors shall meet upon call by the chairman or two directors at the place indicated in the notice of meeting. The board of directors shall elect a chairman at any meeting of the board to preside the meeting. The chairman may elect a secretary who needs not to be a director to be responsible for the drafting of the minutes of the meeting of the board.

Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least twenty-four hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meetings. This notice may be waived by the consent in writing or by fax or telegram or telex or, provided the genuineness thereof is established, electronic transmission, of each director. Separate notice shall not be required for meetings at which all the directors are present or represented and have declared that they had prior knowledge of the agenda as well as for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex or, provided the genuineness thereof is established, electronic transmission, another director as his proxy. One director may represent one or more directors.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors is present or represented at a meeting of the board of directors. Decision shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. In the event however the general meeting of shareholders has appointed different classes of directors (namely class A directors and class B directors) any resolutions of the board of directors may only be validly taken if approved by the majority of directors including at least one class A and one class B director (which may be represented).

Any director may participate in any meeting of the board of directors by conference-call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of directors may, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile or any other similar means of communications. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

In the event that any director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company (other than that arising by virtue of serving as a director, officer or employee in the other contracting party), such director or officer shall make known to the board of directors such personal interest and shall not consider, or vote on such transactions, and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders. This paragraph does not apply where the decision of the board of directors relates to current operations entered into under normal conditions.

Art. 11. Minutes of meetings of the board. The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by any director of the Company.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by any director of the Company or by the secretary if a secretary has been appointed at the relevant meeting.

Art. 12. Powers of the board. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests. All powers not expressly reserved by law or by the present articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors.

The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such management and affairs to any member or members of the board who may constitute committees deliberating under such terms as the board shall determine. It may also confer all powers and special mandates to any persons who need not be directors, appoint and dismiss all officers and employees and fix their emoluments.

Art. 13. Binding signatures. The Company will be bound by the signature of any one (1) director or by the sole or joint signatures of any persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the board of directors.

Art. 14. Statutory Auditor. If legally required, the operations of the Company shall be supervised by a statutory auditor who need not be a shareholder. The statutory auditor shall be elected by the annual general meeting of shareholders for a period ending at the date of the next annual general meeting of shareholders.

The statutory auditor in office may be removed at any time by the shareholders with or without cause.

Art. 15. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on the first day of January of each year and shall terminate on the last day of December of the same year.

Art. 16. Appropriation of profits. From the annual net profits of the Company, five per cent (5 %) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such surplus reserve amounts to ten per cent (10 %) of the subscribed capital of the Company.

The general meeting of shareholders, upon recommendation of the board of directors, shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and may, without ever exceeding the amounts proposed by the board of directors, declare dividends from time to time.

Interim dividends may be distributed, subject to the conditions laid down by law, upon decision of the board of directors.

The dividends declared may be paid in any currency selected by the board of directors and may be paid at such places and times as may be determined by the board of directors.

The board of directors may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds into the currency of their payment.

A dividend declared but not paid on a share during five years cannot thereafter be claimed by the holder of such share, shall be forfeited by the holder of such share, and shall revert to the Company.

No interest will be paid on dividends declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of holders of shares.

Art. 17. Dissolution and Liquidation. In the event of the dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

Art. 18. Amendment of Articles. These articles of incorporation may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg.

Art. 19. Governing law. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law").

Art. 20. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares in the Company, the Company shall exist as a single sole shareholder Company and the single shareholder shall exercise the powers reserved to the general meetings.

Transitional dispositions

1. The first financial year shall begin on the day of the incorporation and shall end on 31 December 2013.
2. The first annual general meeting shall be held exceptionally on 2014.

Subscription

The shares have been subscribed for as follows:

Subscriber	Number of shares subscribed	Payment
Algeco/Scotsman Holding S.à r.l.	45,000	\$ 45,000
Total:	45,000	\$ 45,000

The shares are fully paid up in cash, evidence of which was given to the undersigned notary.

Statements

The undersigned notary acknowledges that the conditions required by article 26 of the Law have been observed.

Extraordinary decision of the sole shareholder

The above named person, representing the entire subscribed capital has immediately passed the following extraordinary resolutions:

First resolution

The following persons are appointed directors for a term ending at the next annual general meeting of the shareholders of the Company:

Name	Address	Title	Date of birth	City and country of birth
Gary May	One Stanhope Gate, GB -W1K 1AF London	Class A director	09/09/1958	Coventry (United Kingdom)
Azuwuike Henry Ndukwu	901 S. Bond Street, Suite 600 Baltimore, MD 21231 USA	Class A director	25/05/1959	Benin City (Nigeria)
Jan-Willem Overheul	20, rue de la Poste, L- 2346 Luxembourg	Class B director	04/01/1982	Neerijnen (the Netherlands)
Jorrit Crompvoets	20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg	Class B director	16/05/1976	Voorst (the Netherlands)

Second resolution

Ernst & Young Luxembourg, a société anonyme, with registered office at 7, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, registered with the RCS under number B 88019, has been appointed statutory auditor of the Company until the next annual general meeting of the shareholders of the Company.

Third resolution

The registered office of the Company is fixed at 20, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately one thousand five hundred Euro.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Belvaux, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille treize, le dix-septième jour du mois d'avril.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

«Algeco/Scotsman Holding S.à r.l.», une société à responsabilité limitée constituée sous les lois du Luxembourg, avec siège social au 20, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg (le «RCS») sous le numéro B 132028,

représentée par Maître Ana Bramao, maître en droit, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 15 avril 2013, ci-annexée, et qui restera annexée au présent acte afin d'être enregistrés ensemble.

La partie comparante, agissant ès-qualités, a demandé au notaire d'acter comme suit les statuts d'une société qu'elle constitue:

Art. 1^{er}. Forme, Dénomination. Une société anonyme sous la dénomination de «Algeco Scotsman PIK S.A.» (la «Société») est constituée par la partie comparante et par toutes les personnes qui deviendront actionnaires par la suite. La Société sera soumise aux lois du Grand-Duché de Luxembourg ainsi qu'aux lois applicables.

Art. 2. Durée. La Société est établie pour une durée illimitée. La Société peut être dissoute à tout moment par décision des actionnaires statuant de la manière requise pour la modification des présents statuts, conformément à l'Article 18 ci-après.

Art. 3. Objet. L'objet de la Société est la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, ou dans toute autre entreprise, l'acquisition par l'achat, la souscription, ou par tout autre moyen, de même que le transfert par la vente, l'échange ou autrement d'actions, d'obligations, de certificats de créance, notes et autres valeurs mobilières de toute espèce, et la détention, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La Société peut également détenir des intérêts dans des sociétés de personnes et exercer son activité par l'intermédiaire de succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

La Société peut emprunter sous toute forme et procéder à l'émission d'obligations, de certificats d'actions préférentiels, convertibles ou non, warrants, notes ou de certificats de créance.

D'une manière générale elle peut prêter assistance (par des prêts, avances, garanties, sûretés ou autrement) à des sociétés ou autres entreprises dans laquelle la Société a un intérêt ou qui fait partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société, prendre toute mesure de contrôle et de surveillance et effectuer toute opération qu'elle juge utile dans l'accomplissement et le développement de ses objets.

Finalement, la Société peut effectuer toute opération commerciale, technique, financière ou autre, liée directement ou indirectement, dans tous les domaines, afin de faciliter la réalisation de son objet.

Art. 4. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg. Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la commune de Luxembourg par décision du conseil d'administration. Il peut être créé, par décision du conseil d'administration, des succursales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera une société luxembourgeoise.

Art. 5. Capital - Actions et Certificats. Le capital social émis de la Société est fixé à quarante-cinq mille Dollars américains (45.000.- USD) représenté par quarante-cinq mille (45.000) actions d'une valeur nominale d'un Dollar des Etats-Unis (1,- USD) par action.

Le capital autorisé de la Société est fixé à cinq millions de Dollars américains (5.000.000.- USD) consistant en cinq millions (5.000.000) d'actions supplémentaires, chacune d'une valeur nominale d'un Dollar américain (1,- USD).

Toutes les actions autorisées mais non émises expirent cinq (5) ans après la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations de l'acte notarié constatant la résolution des actionnaires sur le capital autorisé.

Le conseil d'administration ou le(s) délégué(s) dûment nommé(s) par lui peut émettre de temps à autres des actions du capital social autorisé, aux moments, et selon les termes et conditions, y compris le prix d'émission, que le conseil d'administration ou son (ses) délégué(s) pourra (pourront) décider de manière discrétionnaire.

Le conseil d'administration est autorisé, en accord avec la législation luxembourgeoise applicable aux sociétés commerciales, à supprimer ou limiter ces droits de souscriptions. Le droit préférentiel de souscription, s'il n'y a pas été renoncé, ou s'il n'est pas supprimé ou limité comme indiqué ci-dessus, peut être exercé pendant une période déterminée par le conseil d'administration de la Société, qui ne peut être inférieure à trente (30) jours à partir de la date d'ouverture de la période de souscription, qui doit être notifiée par lettre recommandée. Le droit de souscription préférentiel est transférable tout au long de la période de souscription entre actionnaires.

Une augmentation de capital dans les limites du capital autorisé doit être actée par acte notarié, à la demande du conseil d'administration ou de son (ses) délégué(s) sur présentation des documents établissant la souscription et le paiement.

Les actions seront émises sous forme nominative.

La Société considérera la personne au nom de laquelle les actions sont inscrites dans le registre des actionnaires comme le véritable propriétaire de ces actions.

Des certificats confirmant ces inscriptions peuvent être remis aux actionnaires.

Les transferts d'actions se feront par une inscription au registre des actionnaires de la Société sur la délivrance d'un certificat ou de certificats émis en relation avec les actions à la Société accompagné d'un instrument de transfert satisfaisant pour la Société ou par des déclarations écrites de transfert inscrites au registre des actionnaires, datées et signées par le cédant et le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoir.

La Société peut racheter ses propres actions dans les limites prévues par la loi.

Art. 6. Augmentation et Réduction du capital. Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit par décision des actionnaires statuant dans les formes et selon les conditions requises en matière de modification des présents statuts, conformément à l'Article 18 ci-après.

Art. 7. Assemblées des actionnaires - Généralités. Toute assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle disposera des pouvoirs les plus étendus pour ordonner, mettre en oeuvre ou ratifier des actes en rapport avec les opérations de la Société. Si, et tant que, la Société compte un seul actionnaire, ce dernier exerce les pouvoirs dévolus par la loi à l'assemblée générale des actionnaires.

Le quorum et le délai de convocation prévus par la loi régiront la convocation aux assemblées des actionnaires de la Société ainsi que leur déroulement, sous réserve de dispositions contraires des présents statuts.

Chaque action a droit à une voix. Tout actionnaire pourra agir à toute assemblée des actionnaires en nommant une autre personne en tant que son représentant par écrit, par fax, télécopie, télégramme, télex ou, à condition que l'authenticité puisse en être établie, par transmission électronique.

Tout actionnaire peut participer et voter à toute assemblée des actionnaires par visioconférence ou par un moyen de communication similaire permettant à toutes les personnes participant à l'assemblée de s'entendre les unes les autres et de communiquer entre elles. La participation à, ou la tenue de, une assemblée par ces moyens de communication équivaut à la participation en personne à une telle assemblée ou à la tenue d'une assemblée en personne.

Sauf disposition légale contraire, les résolutions prises aux assemblées des actionnaires dûment convoquées seront adoptées à la majorité simple des présents et votants.

Le conseil d'administration pourra fixer toute autre condition que doivent remplir les actionnaires pour participer à une assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée des actionnaires et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée pourra être tenue sans convocation préalable.

Art. 8. Assemblée générale annuelle des actionnaires. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra conformément à la loi luxembourgeoise au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg, qui sera fixé dans l'avis de convocation, le 30 juin à 11 h30 de chaque année.

Si ce jour n'est pas un jour ouvrable bancaire à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable bancaire suivant. L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger si le conseil d'administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Les autres assemblées générales des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Art. 9. Conseil d'administration. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'auront pas besoin d'être actionnaires de la Société. Si et aussi longtemps que la Société n'aura qu'un seul actionnaire, le conseil d'administration pourra être constitué que d'un seul administrateur, au moins, qui n'aura pas besoin d'être actionnaire de la Société.

Les administrateurs doivent être élus par les actionnaires qui déterminent leurs pouvoirs et le terme de leur mandat qui ne pourra excéder en aucun cas une période de six ans. Les administrateurs resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus. Les administrateurs sont rééligibles.

L'assemblée générale des actionnaires peut décider de nommer des administrateurs de deux classes différentes, à savoir des administrateurs de classe A et des administrateurs de classe B. Une telle classification des administrateurs devra être dûment consignée dans le procès-verbal de l'assemblée concernée et les administrateurs être identifiés en ce qui concerne la classe à laquelle ils appartiennent.

Tout administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et peut être remplacé à tout moment par décision des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de retraite ou autrement, les administrateurs restants pourront élire à la majorité des voix un administrateur pour remplir provisoirement les fonctions attachées au poste devenu vacant, jusqu'à la prochaine assemblée des actionnaires.

Art. 10. Procédures des réunions du conseil. Le conseil d'administration se réunira sur convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Le conseil d'administration élira un président à toute assemblée afin de présider la réunion du conseil d'administration. Le président peut élire un secrétaire qui ne doit pas nécessairement être un administrateur afin d'être responsable de la rédaction des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration.

Un avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il peut être renoncé à cette convocation moyennant l'assentiment par écrit ou par télécopie, télégramme ou télex ou, à condition que l'authenticité peut en être établie, transmission électronique, de chaque administrateur. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration à laquelle tous les administrateurs sont présent ou représentés et ont déclaré avoir eu connaissance préalable de l'ordre du jour ainsi que pour des réunions se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra agir lors de toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex ou, à condition que l'authenticité puisse en être établie, par transmission électronique, un autre administrateur comme son représentant. Un administrateur peut représenter un ou plusieurs administrateurs.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité des administrateurs est présente ou représentée à une réunion du conseil d'administration. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. Dans le cas où néanmoins ou l'assemblée générale des actionnaires a nommé différentes classes d'administrateurs (à savoir des administrateurs de classe A et des administrateurs de classe B) toute résolution du conseil d'administration ne peut être valablement prise que si elle est approuvée par la majorité des administrateurs comprenant au moins un administrateur de classe A et un administrateur de classe B (qui peuvent être représentés).

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par conférence téléphonique ou par d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les unes les autres et de communiquer entre elles. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil d'administration peut, à l'unanimité, prendre des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires, par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. L'ensemble en constituera le procès-verbal faisant foi de la décision intervenue.

Au cas où un administrateur ou agent de la Société aurait un intérêt personnel dans une affaire de la Société (autre qu'un intérêt existant en raison de sa qualité d'administrateur, fondé de pouvoir ou employé de l'autre partie contractante) cet administrateur ou agent devra informer le conseil d'administration de son intérêt personnel et ne pourra délibérer, ni prendre part au vote sur cette affaire; un rapport devra être fait au sujet de cette affaire et de l'intérêt personnel de tel administrateur ou agent à la prochaine assemblée des actionnaires. Cet alinéa n'est pas applicable lorsque les décisions du conseil d'administration concernent des opérations courantes et conclues dans des conditions normales.

Art. 11. Procès verbaux des réunions du Conseil. Les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration seront signés par tout administrateur de la Société.

Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par tout administrateur de la Société ou par le secrétaire, si un secrétaire a été élu lors de la réunion conseil.

Art. 12. Pouvoirs du conseil. Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration ou de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des actionnaires par la loi ou par les présents statuts sont de la compétence du conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut déléguer ses pouvoirs pour la gestion journalière des affaires de la Société et la représentation de la Société lors de la conduite de ces affaires à tout membre ou tous membres du conseil d'administration qui peuvent constituer des comités délibérant aux conditions fixées par le conseil d'administration. Il peut également déléguer tous pouvoirs et des mandats spéciaux à toutes personnes, qui ne doivent pas nécessairement être administrateurs, nommer et révoquer tous agents et employés et fixer leurs émoluments.

Art. 13. Signatures autorisées. La Société sera engagée par la signature d'un (1) seul administrateur ou par les signatures conjointes ou individuelles de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration.

Art. 14. Commissaire aux Comptes. Si requis par la loi, les opérations de la Société seront surveillées par un commissaire aux comptes qui n'a pas besoin d'être actionnaire. Le commissaire aux comptes est élu par l'assemblée générale annuelle des actionnaires pour une période se terminant lors de la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires.

Le commissaire aux comptes en fonction peut être révoqué par les actionnaires à tout moment avec ou sans motif.

Art. 15. Exercice social. L'exercice social de la Société commencera le premier jour du mois de janvier de chaque année et se terminera le dernier jour du mois de décembre de la même année.

Art. 16. Affectation des bénéfices. Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société cinq pour cent (5%) qui seront affectés à la réserve prévue par la loi. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que cette réserve atteindra dix pour cent (10%) du capital souscrit de la Société.

Sur recommandation du conseil d'administration, l'assemblée générale des actionnaires déterminera comment il sera disposé du montant restant du profit annuel net et peut, sans jamais excéder les montants proposés par le conseil d'administration, décider en temps opportun du versement de dividendes.

Des acomptes sur dividendes pourront être distribués, dans les conditions prévues par la loi, sur décision du conseil d'administration.

Les dividendes déclarés peuvent être payés en toute devise décidée par le conseil d'administration et en temps et lieu qu'il appartiendra de déterminer par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut prendre une décision finale quant au cours applicable pour traduire les montants des dividendes en la devise de leur paiement.

Un dividende déclaré mais non payé pour une action pendant cinq ans ne pourra par la suite plus être réclamé par le propriétaire d'une telle action, sera perdu pour celui-ci, et sera retourné à la Société.

Aucun intérêt ne sera payé sur les dividendes déclarés et non payés qui seront détenus par la Société pour le compte des actionnaires.

Art. 17. Dissolution et Liquidation. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales), et qui seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires réglant cette dissolution qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération.

Art. 18. Modification des statuts. Les présents statuts pourront être modifiés de temps en temps par une assemblée générale des actionnaires soumise aux conditions de quorum et de vote requises par la loi luxembourgeoise.

Art. 19. Loi applicable. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (la «Loi»).

Art. 20. Actionnaire unique. Si, et aussi longtemps qu'un actionnaire réunit toutes les actions de la Société entre ses seules mains, la Société existera comme une société unipersonnelle et l'actionnaire unique exercera tous les pouvoirs réservés aux assemblées générales.

Dispositions transitoires

- 1.- Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le 31 décembre 2013.
- 2.- La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2014.

Souscription et Libération

Les actions ont été souscrites comme suit:

Souscripteur	Nombre d'actions souscrites	Paiement
Algeco/Scotsman Holding S.à r.l.	45.000	45.000 USD
Total:	45.000	45.000 USD

Les actions ont été entièrement libérées en espèces, dont preuve a été donnée au notaire soussigné.

Constatations

Le notaire soussigné constate que les conditions exigées par l'article 26 de la Loi ont été observées.

Décision extraordinaire de l'actionnaire unique

La personne susmentionnée, représentant l'entière du capital souscrit a immédiatement pris les décisions suivantes.

Première résolution:

Les personnes suivantes ont été nommées administrateurs pour une période expirant lors de la prochaine assemblée générale annuelle de la Société:

Nom	Adresse	Profession	Date de naissance	Pays et lieu de naissance
Gary May	One Stanhope Gate, GB – W1K 1AF London	Administrateur de classe A	09/09/1958	Conventry (Royaume Uni)
Azuwuike Henry Ndukwu	901 S. Bond Street, Suite 600 Baltimore, MD 21231 USA	Administrateur de classe A	25/05/1959	Benin City (Nigeria)
Jan-Willem Overheul	20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg	Administrateur de classe B	04/01/1982	Neerijnen (Pays-Bas)
Jorrit Crompvoets	20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg	Administrateur de classe B	16/05/1976	Voorst (Pays- Bas)

Deuxième résolution:

Ernst & Young Luxembourg, une société anonyme ayant son siège social à 7 rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, immatriculée auprès du RCS sous le numéro B 88019, a été nommé commissaire aux comptes jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle de la Société.

Troisième résolution:

Le siège social est fixé au 20, rue Eugene Ruppert, L-2453 Luxembourg.

Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations, charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société du fait du présent acte sont évaluées à environ mille cinq cents Euros.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une traduction française; à la requête de la même personne et en cas de divergence entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Belvaux, date qu'en tête.

Et après lecture faite au comparant, connu du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé avec le notaire instrumentant le présent acte original.

Signé: A. BRAMAO, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 18 avril 2013. Relation: EAC/2013/5192. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2013051073/481.

(130062716) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

W Kaiping S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 176.706.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen.

On the second day of April.

Before Maître Jean SECKLER, notary residing at Junglinster (Grand-Duchy of Luxembourg), undersigned.

THERE APPEARED:

The company "WBE Maple Limited", having its registered office at 3806 Central Plaza, 18 Harbour Road, Wanchai (Hong Kong), registered with the Companies Registry of Hong Kong under number 334490, represented by its corporate director, the company "Jarwell Limited",

here represented by Mr. Alain THILL, private employee, professionally residing at Junglinster (Grand-Duchy of Luxembourg), by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy signed "ne varietur" by the attorney and the undersigned notary will remain attached to the present deed, in order to be recorded with it.

The appearing party, represented by Mr. Alain THILL, pre-named, requested the undersigned notary to draw up the Constitutive Deed of a private limited company ("société à responsabilité limitée"), as follows:

Art. 1. There is hereby established a private limited company ("société à responsabilité limitée"), which will be governed by the laws in force, namely the Companies' Act of August 10, 1915 and by the present articles of association.

Art. 2. The company's name is "W Kaiping S.à r.l."

Art. 3. The purpose of the company is the acquisition, the management, the enhancement and the disposal of participations in whichever form in domestic and foreign companies. The company may also contract loans and grant all kinds of support, loans, advances and guarantees to companies, in which it has a direct or indirect participation or which are members of the same group.

On an ancillary basis, the company may grant loans to non-related parties. For the avoidance of doubt, the company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorization.

It may open branches in Luxembourg and abroad.

Furthermore, the company may acquire and dispose of all other securities by way of subscription, purchase, exchange, sale or otherwise.

It may also acquire, enhance and dispose of patents and licenses, as well as rights deriving therefrom or supplementing them.

In addition, the company may acquire, manage, enhance and dispose of real estate located in Luxembourg or abroad.

In general, the company may carry out all commercial, industrial and financial operations, whether in the area of securities or of real estate, likely to enhance or to supplement the above-mentioned purposes.

Art. 4. The registered office of the company is established in the city of Luxembourg.

The address of the registered office may be transferred within the city by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The registered office may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of shareholders deliberating in the manner provided for the amendments of the articles of association.

If extraordinary events of a political or economic nature which might jeopardize the normal activity at the registered office or the easy communication of this registered office with foreign countries occur or are imminent, the registered office may be transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such decision will have no effect on the company's nationality. The declaration of the transfer of the registered office will be made and brought to the attention of third parties by the organ of the company which is best situated for this purpose under the given circumstances.

Art. 5. The company is established for an unlimited duration.

Art. 6. The corporate capital is set at twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by twelve thousand and five hundred (12,500) shares of one Euro (EUR 1.-) each.

When and as long as all the shares are held by one person, the articles 200-1 and 200-2 among others of the amended law concerning trade companies are applicable, i.e. any decision of the single shareholder as well as any contract between the latter and the company must be recorded in writing and the provisions regarding the general shareholders' meeting are not applicable.

The company may acquire its own shares provided that they be cancelled and the capital reduced proportionally.

Art. 7. The shares are indivisible with respect to the company, which recognizes only one owner per share. If a share is owned by several persons, the company is entitled to suspend the related rights until one person has been designated as being with respect to the company the owner of the share. The same applies in case of a conflict between the usufructuary and the bare owner or a debtor whose debt is encumbered by a pledge and his creditor. Nevertheless, the voting rights attached to the shares encumbered by usufruct are exercised by the usufructuary only.

Art. 8. The transfer of shares inter vivos to other shareholders is free and the transfer of shares inter vivos to third parties is conditional upon the approval of the general shareholders' meeting representing at least three quarter of the corporate capital.

The transfer of shares mortis causa to other shareholders or to third parties is conditional upon the approval of the general shareholders' meeting representing at least three quarter of the corporate capital belonging to the survivors.

This approval is not required when the shares are transferred to heirs entitled to a compulsory portion or to the surviving spouse.

If the transfer is not approved in either case, the remaining shareholders have a preemption right proportional to their participation in the remaining corporate capital.

Each unexercised preemption right inures proportionally to the benefit of the other shareholders for a duration of three months after the refusal of approval. If the preemption right is not exercised, the initial transfer offer is automatically approved.

Art. 9. Apart from its capital contribution, each shareholder may with the previous approval of the other shareholders make cash advances to the company through the current account. The advances will be recorded on a specific current account between the shareholder who has made the cash advance and the company. They will bear interest at a rate fixed by the general shareholders' meeting with a two third majority. These interests are recorded as general expenses.

The cash advances granted by a shareholder in the form determined by this article shall not be considered as an additional contribution and the shareholder will be recognized as a creditor of the company with respect to the advance and interests accrued thereon.

Art. 10. The death, the declaration of minority, the bankruptcy or the insolvency of a shareholder will not put an end to the company. In case of the death of a shareholder, the company will survive between his legal heirs and the remaining shareholders.

Art. 11. The creditors, assigns and heirs of the shareholders may neither, for whatever reason, affix seals on the assets and the documents of the company nor interfere in any manner in the management of the company. They have to refer to the company's inventories.

Art. 12. The company is managed and administered by one or more managers, whether shareholders or third parties. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers.

The mandate of manager is entrusted to him/them until his dismissal ad nutum by the general shareholders' meeting deliberating with a majority of votes.

In case of a single manager, the single manager exercises the powers devolving on the board of managers, and the company shall be validly bound towards third parties in all circumstances by the sole signature of the manager.

In case of plurality of managers, the company shall be validly bound in all circumstances by the joint signatures of two managers.

The board of managers can deliberate or act validly only if a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. Meetings of the board of managers may also be held by phone conference or video conference or by any other telecommunication means, allowing all persons participating at such meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the passing of the resolution.

The manager(s) has (have) the broadest power to deal with the company's transactions and to represent the company in and out of court.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers, may appoint attorneys of the company, who are entitled to bind the company by their sole signatures, but only within the limits to be determined by the power of attorney.

Art. 13. No manager enters into a personal obligation because of his function and with respect to commitments regularly contracted in the name of the company; as an agent, he is liable only for the performance of his mandate.

Art. 14. Interim dividends may be distributed under the following conditions:

- interim accounts are drafted on a quarterly or semi-annual basis,
- these accounts must show a sufficient profit including profits carried forward,
- the decision to pay interim dividends is taken by a decision of the sole manager, or in case of plurality of managers, by the board of managers.

Art. 15. The collective resolutions are validly taken only if they are adopted by shareholders representing more than half of the corporate capital. Nevertheless, decisions amending the articles of association can be taken only by the majority of the shareholders representing three quarter of the corporate capital.

Art. 16. The company's financial year runs from the first of January to the thirty first of December of each year.

Art. 17. Each year, as of the thirty first day of December, the management will draw up the annual accounts and will submit them to the shareholders.

Art. 18. Each shareholder may inspect the annual accounts at the registered office of the company during the fifteen days preceding their approval.

Art. 19. The company may be supervised by one or several supervisory auditors, who need not be shareholders of the company. They will be appointed by the general meeting of shareholders which will fix their number and their remuneration, as well as the term of their office, which must not exceed six years.

In case the number of shareholders exceeds twenty five (25), the supervision of the company must be entrusted to one or more supervisory auditor(s).

Whenever required by law or if the general meeting of shareholders so decides, the company is supervised by one or several approved statutory auditors in lieu of the supervisory auditor(s).

The approved statutory auditors are appointed, pursuant to the related legal provisions, either by the general meeting of shareholders or by the board of managers.

The approved statutory auditors shall fulfil all the duties set forth by the related law.

The supervisory auditors and the approved statutory auditors may be re-appointed.

Art. 20. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the general expenses, the social charges, the amortizations and the provisions represents the net profit of the company.

Each year five percent (5 %) of the net profit will be deducted and appropriated to the legal reserve. These deductions and appropriations will cease to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10 %) of the corporate capital, but they will be resumed until the complete reconstitution of the reserve, if at a given moment and for whatever reasons the latter has been touched. The balance is at the shareholders' free disposal.

Art. 21. In the event of the dissolution of the company for whatever reason, the liquidation will be carried out by the management or any other person appointed by the shareholders.

When the company's liquidation is closed, the company's assets will be distributed to the shareholders proportionally to the shares they are holding.

Losses, if any, are apportioned similarly, provided nevertheless that no shareholder shall be forced to make payments exceeding his contribution.

Art. 22. With respect to all matters not provided for by these articles of association, the shareholders refer to the legal provisions in force.

Art. 23. Any litigation, which will occur during the liquidation of the company, either between the shareholders themselves or between the manager(s) and the company, will be settled, insofar as the company's business is concerned, by arbitration in compliance with the civil procedure.

Transitory dispositions

The first fiscal year will begin now and will end on December 31, 2013.

Subscription and Payment

The articles of association having thus been established, the appearing party, duly represented, declares to subscribe all the twelve thousand and five hundred (12,500) shares of one Euro (EUR 1.-) each.

All the twelve thousand and five hundred (12,500) shares have been paid up in cash to the extent of one hundred percent (100%) so that the amount of twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500.-) is now at the free disposal of the company, evidence hereof having been given to the undersigned notary.

Expenses

The amount of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be, incurred or charged to the company as a result of its formation, is approximately valued at one thousand and fifty Euro.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the company, the sole shareholder representing the entire corporate capital has taken the following resolutions:

First resolution

The following persons are appointed as managers for an unlimited duration:

- Mr. Jean-Christophe DAUPHIN, company director, born in Nancy (France), on November 20, 1976, residing professionally at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

- Mr. Frank PLETSCHE, company director, born in Trier (Germany), on July 15, 1974, residing professionally at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

Second resolution

The registered office of the company is established at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

Declaration

The undersigned notary who knows English and French, states herewith that on request of the appearing party, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up at Junglinster on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the attorney, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize.

Le deux avril.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A COMPARU:

La société "WBE Maple Limited", ayant son siège à 3806 Central Plaza, 18 Harbour Road, Wanchai (Hong Kong), enregistrée auprès du Registre des Sociétés de Hong Kong sous le numéro 334490, représentée par son administrateur, la société "Jarwell Limited",

ici représentée par Monsieur Alain THILL, employé privé, demeurant professionnellement à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), en vertu d'une procuration sous seing privé.

La prédite procuration, signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

La comparante, représentée par Monsieur Alain THILL, pré-nommé, a requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle constitue par la présente:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois en vigueur et notamment par celle modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société prend la dénomination de "W Kaiping S.à r.l."

Art. 3. La société a pour objet l'acquisition, la gestion, la mise en valeur et l'aliénation de participations, de quelque manière que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises et étrangères. Elle peut aussi contracter des emprunts et accorder aux sociétés, dans lesquelles elle a une participation directe ou indirecte ou qui sont membres du même groupe, toutes sortes d'aides, de prêts, d'avances et de garanties.

A titre accessoire, la société peut accorder des prêts à des parties tierces. Pour éviter toute ambiguïté, la société ne peut accomplir des activités réglementées du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

Elle peut créer des succursales au Luxembourg et à l'étranger.

Par ailleurs, la société peut acquérir et aliéner toutes autres valeurs mobilières par souscription, achat, échange, vente ou autrement. Elle peut également acquérir, mettre en valeur et aliéner des brevets et licences, ainsi que des droits en dérivant ou les complétant.

De plus, la société a pour objet l'acquisition, la gestion, la mise en valeur et l'aliénation d'immeubles situés tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

D'une façon générale, la société peut faire toutes opérations commerciales, industrielles et financières, de nature mobilière et immobilière, susceptibles de favoriser ou de compléter les objets ci-avant mentionnés.

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg-ville.

L'adresse du siège social peut être transférée à l'intérieur de la ville par simple décision du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

Dans le cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiraient ou seraient imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète des circonstances anormales. Une telle décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert de siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 5. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'un Euro (EUR 1,-) chacune.

Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la loi modifiée sur les sociétés commerciales sont d'application, c'est-à-dire chaque décision de l'associé unique ainsi que chaque contrat entre celui-ci et la société doivent être établis par écrit et les clauses concernant les assemblées générales des associés ne sont pas applicables.

La société peut acquérir ses propres parts à condition qu'elles soient annulées et le capital réduit proportionnellement.

Art. 7. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. S'il y a plusieurs propriétaires d'une part sociale, la société a le droit de suspendre l'exercice des droits afférents, jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant à son égard, propriétaire de la part sociale. Il en sera de même en cas de conflit opposant l'usufruitier et le nu-propriétaire ou un débiteur et un créancier-gagiste.

Toutefois, les droits de vote attachés aux parts sociales grevées d'usufruit sont exercés par le seul usufruitier.

Art. 8. Les cessions de parts entre vifs à des associés sont libres et les cessions de parts entre vifs à des non-associés sont subordonnées à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant les trois quarts au moins du capital social.

Les cessions de parts à cause de mort à des associés et à des non-associés sont subordonnées à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant les trois quarts au moins du capital social appartenant aux survivants.

Cet agrément n'est pas requis lorsque les parts sont transmises à des héritiers réservataires, soit au conjoint survivant.

En cas de refus d'agrément dans l'une ou l'autre des hypothèses, les associés restants possèdent un droit de préemption proportionnel à leur participation dans le capital social restant.

Le droit de préemption non exercé par un ou plusieurs associés échoit proportionnellement aux autres associés. Il doit être exercé dans un délai de trois mois après le refus d'agrément. Le non-exercice du droit de préemption entraîne de plein droit agrément de la proposition de cession initiale.

Art. 9. A côté de son apport, chaque associé pourra, avec l'accord préalable des autres associés, faire des avances en compte-courant de la société. Ces avances seront comptabilisées sur un compte-courant spécial entre l'associé, qui a fait l'avance, et la société. Elles porteront intérêt à un taux fixé par l'assemblée générale des associés à une majorité des deux tiers. Ces intérêts seront comptabilisés comme frais généraux.

Les avances accordées par un associé dans la forme déterminée par cet article ne sont pas à considérer comme un apport supplémentaire et l'associé sera reconnu comme créancier de la société en ce qui concerne ce montant et les intérêts.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la société. En cas de décès d'un associé, la société sera continuée entre les associés survivants et les héritiers légaux.

Art. 11. Les créanciers, ayants droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux.

Art. 12. La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance.

Le mandat de gérant lui/leur est confié jusqu'à révocation ad nutum par l'assemblée des associés délibérant à la majorité des voix.

En cas de gérant unique, le gérant unique exercera les pouvoirs dévolus au conseil de gérance, et la société sera valablement engagée envers les tiers en toutes circonstances par la seule signature du gérant.

En cas de pluralité de gérants, la société sera valablement engagée envers les tiers en toutes circonstances par la signature conjointe de deux gérants.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer et/ou agir valablement que si la majorité au moins des gérants est présente ou représentée à une réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Le conseil de gérance peut également être réuni par conférence téléphonique, par vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication, permettant à tous les participants de s'entendre mutuellement. La participation à une réunion tenue dans ces conditions est équivalente à la présence physique à cette réunion.

Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, adopter des résolutions par voie circulaire en donnant son accord par écrit, par câble, télégramme, télex, télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit. L'ensemble de ces documents constituera le procès-verbal justifiant de l'adoption de la résolution.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour accomplir les affaires de la société et pour représenter la société judiciairement et extrajudiciairement.

Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut nommer des fondés de pouvoir de la société, qui peuvent engager la société par leurs signatures individuelles, mais seulement dans les limites à déterminer dans la procuration.

Art. 13. Tout gérant ne contracte, à raison de sa fonction aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 14. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués dans les conditions suivantes:

- des comptes intérimaires sont établis sur une base trimestrielle ou semestrielle,
- ces comptes doivent montrer un profit suffisant, bénéfices reportés inclus,
- la décision de payer des dividendes intérimaires est prise par une décision du gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, par le conseil de gérance.

Art. 15. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 16. L'exercice social court du premier janvier au trente et un décembre de chaque année.

Art. 17. Chaque année, au trente et un décembre, la gérance établira les comptes annuels et les soumettra aux associés.

Art. 18. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication des comptes annuels pendant les quinze jours qui précéderont son approbation.

Art. 19. La société peut être surveillée par un ou plusieurs commissaires, lesquels ne seront pas nécessairement associés de la société. Ils seront nommés par l'assemblée générale, qui fixera leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six ans.

Si le nombre des associés dépasse vingt-cinq (25), la surveillance de la société doit être confiée à un ou plusieurs commissaire(s).

Chaque fois que la loi le requiert ou si l'assemblée générale le souhaite, la société est contrôlée par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés à la place du (des) commissaire(s).

Les réviseurs d'entreprises agréés sont nommés, selon les stipulations légales afférentes, soit par l'assemblée générale, soit par le conseil de gérance.

Les réviseurs d'entreprises agréés remplissent toutes les tâches prévues par la loi afférente.

Les commissaires et les réviseurs d'entreprises agréés peuvent être réélus.

Art. 20. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais généraux, charges sociales, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la société.

Chaque année, cinq pour cent (5 %) du bénéfice net seront prélevés et affectés à la réserve légale. Ces prélèvements et affectations cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé. Le solde est à la libre disposition des associés.

Art. 21. En cas de dissolution de la société pour quelque raison que ce soit, la liquidation sera faite par la gérance ou par toute personne désignée par les associés.

La liquidation de la société terminée, les avoirs de la société seront attribués aux associés en proportion des parts sociales qu'ils détiennent.

Des pertes éventuelles sont réparties de la même façon, sans qu'un associé puisse cependant être obligé de faire des paiements dépassant ses apports.

Art. 22. Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Art. 23. Tous les litiges, qui naîtront pendant la liquidation de la société, soit entre les associés eux-mêmes, soit entre le ou les gérants et la société, seront réglés, dans la mesure où il s'agit d'affaires de la société, par arbitrage conformément à la procédure civile.

Disposition transitoire

Le premier exercice commencera aujourd'hui et se terminera le 31 décembre 2013.

Souscription et Paiement

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, la comparante, dûment représentée, déclare souscrire à toutes les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune.

Toutes les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ont été intégralement libérées en espèces de sorte que la somme de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) est dès à présent à disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution s'élèvent approximativement à la somme de mille cinquante Euros.

Résolutions de l'associée unique

Immédiatement après la constitution de la société, l'associée unique, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Les personnes suivantes sont nommées gérants pour une durée indéterminée:

- Monsieur Jean-Christophe DAUPHIN, administrateur de sociétés, née à Nancy (France), le 20 novembre 1976, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
- Monsieur Frank PLETSCHE, administrateur de sociétés, né à Trèves (Allemagne), le 15 juillet 1974, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

Deuxième résolution

Le siège social est établi à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend l'anglais et le français, déclare par la présente, qu'à la demande de la comparante, le présent document est rédigé en anglais suivi d'une traduction française; à la demande de la même comparante et en cas de divergence entre les deux textes, le texte anglais l'emportera.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster à la date pré-mentionnée.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, connu au notaire par son nom, prénom, état civil et domicile, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Alain THILL, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 12 avril 2013. Relation GRE/2013/1501. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2013051690/355.

(130062829) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

6-24 C International, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 117.567.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le Conseil d'administration

Référence de publication: 2013053106/10.

(130064445) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Wilsonart International Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 2.171.863,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 170.992.

Dépôt rectificatif - Numéro de dépôt initial: L-120221331

En date du 20 décembre 2012, le siège social de la Société, a été modifié. Or il contient une erreur matérielle et est désormais le suivant 412F, route d'Esch, L-2086, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signé à Luxembourg, le 24 avril 2013.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013053144/16.

(130064745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.
